



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0B2 / Noyau 0B2**  
**Gatineau, Québec K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL  
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Electrical & Electronics Products Division  
11 Laurier St./11, rue Laurier  
7B3, Place du Portage, Phase III  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Strategic Antenna	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8484-178689/A	<b>Date</b> 2017-03-14
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8484-178689	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$HN-460-72685	
<b>File No. - N° de dossier</b> hn460.W8484-178689	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-05-03</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Guertin, Benoit	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hn460
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 420-0331 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>  Specified Herein Précisé dans les présentes	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## Table des matières

### **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

- 1 INTRODUCTION
- 2 SOMMAIRE
- 3 COMPTE RENDU

### **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

- 1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS
- 3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION
- 4 LOIS APPLICABLES
- 5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS
- 6 FONDEMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

- 1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- 1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION
- 2 MÉTHODE DE SÉLECTION

### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

- 1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION
- 2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

### **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

- 1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 2 CAPACITÉ FINANCIÈRE
- 3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

---

## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

- 1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX
- 2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 4 DURÉE DU CONTRAT
- 5 RESPONSABLES
- 6 PAIEMENT
- 7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION
- 8 AUTORISATION DE TÂCHES
- 9 RAPPORTS D'UTILISATION PÉRIODIQUES – CONTRATS AVEC AUTORISATIONS DE TÂCHES
- 10 LES ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS GLOBALES TERRITORIALES (ERGT)
- 11 POINTS DE LIVRAISON
- 12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
- 13 LOIS APPLICABLES
- 14 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
- 15 CONTRAT DE DÉFENSE
- 16 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
- 17 ACCÈS AUX LIEUX D'EXÉCUTION
- 18 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES CANADIENNES

Annexe « A » Énoncé des travaux pour la réparation et révisions des systèmes d'antenne LF, MF, HF, hertziens et satellites

Annexe « B » Critères d'évaluation technique obligatoires

Annexe « C » Liste de prix

Annexe « D » Liste de vérification de sécurité (LVERS)

Annexe « E » Autorisation de tâche (DND 626)

Annexe « F » Rapport annuel sur l'emploi d'une entreprise ou d'un employé autochtone dans une zone de revendication territoriale

---

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance, le formulaire TPSGC-PWGSC le formulaire MDN 626 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

### **2 Sommaire**

- 2.1 Le ministère de la Défense nationale doit faire appel à des services d'inspection, de réparation et de révision sur place pour un nombre considérable de systèmes d'antennes comprenant les infrastructures stratégiques nationales utilisés par les forces canadiennes, au fur et à mesure des besoins.
- 2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>)

- 2.3 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).
- 2.4 Ce besoin est limité aux produits et(ou) services canadiens
- 2.5 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.](#)»

### 3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

### 2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées UNIQUEMENT AU MODULE DE RÉCEPTION DES SOUMISSIONS au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande

de soumissions. N'envoyez pas de proposition directement à l'autorité contractante.  
Proposition par courriel n'est pas acceptée.

Réception des soumissions - TPSGC

11, rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Noyau 0B2, Gatineau, Québec, K1A 0S5

Tél.: 819-420-7201

Fax : 819-997-9776

**En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.**

### **3 Demandes de renseignements – en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### **4 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

### **5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée

dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard dix (10) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

## **6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle**

Le ministère de la Défense nationale a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la Politique sur les droits de propriété intellectuelle issus de marchés conclus avec l'État : *les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux s'appliquent à du matériel protégé par droit d'auteur, sauf dans le cas des logiciels informatiques et de la documentation connexe;*

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique (2 copies papier) et (1 copie électronique)
- Section II: Soumission financière (1 copie papier) et (1 copie électronique)
- Section III: Attestations (1 copie papier)
- Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux

dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

**LA PROPOSITION TECHNIQUE DOIT SATISFAIRE À TOUTES LES EXIGENCES TECHNIQUES DES CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ÉTABLIS À L'ANNEXE "B". LE DÉFAUT DE RESPECTER LES EXIGENCES TECHNIQUES RENDRA VOTRE SOUMISSION NON CONFORME ET ENTRAÎNERA SON REJET.**

**LE SOUMISSIONNAIRE DOIT ADRESSER PARAGRAPHE PAR PARAGRAPHE L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET L'APPENDICE "4" DE L'ANNEXE "A", EN INDIQUANT "CONFORME, COMPRIS, NOTÉ OU NON-APPLICABLE" SELON LE CAS. LE SOUMISSIONNAIRE DOIT ÉGALEMENT FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SI CEUX-CI SONT DEMANDÉS.**

### **Section II : Soumission financière**

- 1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en utilisant l'**annexe "C" - liste de prix**. Le soumissionnaire doit fournir un prix pour tous les articles de l'annexe "C", pour les années initial du contrat et les années optionnelles, afin d'être



déclaré conforme. Les prix unitaires doivent inclure tous les coûts nécessaires au travail afin de fournir le service tel que décrit à l'énoncé des travaux à l'annexe "A".

## **1.2 Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

## **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

**Le soumissionnaire doit remplir et fournir, avec sa soumission, les documents prévus en annexe, lesquels font partie intégrante du présent document.**

### **1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation et techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **Processus d'évaluation des soumissions en deux étapes**

###### **a. Introduction**

Pour ce marché, le Canada mène un processus d'évaluation des soumissions en deux étapes. L'étape 1 consiste à évaluer toutes les soumissions et, au besoin, à présenter un rapport d'évaluation préliminaire à certains ou à l'ensemble des soumissionnaires. L'étape 2 consiste à évaluer les réponses des soumissionnaires au rapport d'évaluation préliminaire (ou « rapport »). Seules les soumissions jugées recevables à la fin de l'étape 2 seront évaluées entièrement pour sélectionner la proposition retenue.

###### **b. Étape 1**

- i. Une fois les soumissions reçues, on effectuera un examen initial de toutes les parties des soumissions et nous produirons un rapport d'évaluation préliminaire, conformément à ce qui suit :

1. Le Canada relèvera tous les cas où le soumissionnaire n'a pas présenté une attestation ou une preuve de conformité exigée, ainsi que tous les cas où un document présenté ne comporte pas les signatures requises.

2. L'examen initial des prix que fera le Canada consistera seulement à déterminer si des données financières requises sont manquantes dans la soumission ou si les montants de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente harmonisée (TVH) ne sont pas indiqués séparément.

3. Le rapport doit énumérer uniquement les cas où la soumission ne répond pas aux exigences de la demande de soumissions et les références applicables dans la soumission.

ii. Après cet examen initial, si toute soumission est jugée non recevable en fonction des paramètres d'examen susmentionnés, l'autorité contractante :

1. fournira un rapport à chaque soumissionnaire;

2. invitera les soumissionnaires dont les soumissions sont jugées irrecevables à soumettre des renseignements supplémentaires ou différents pour démontrer au Canada, conformément à la demande de soumissions, que leur soumission est conforme aux exigences de la demande. Sauf dans les cas expressément autorisés susmentionnés, les renseignements fournis pour tout autre article ou toute autre catégorie ne seront pas pris en compte ni utilisés pour évaluer une autre section de la soumission d'un soumissionnaire ou une exigence de la demande de soumissions.

iii. En ce qui concerne les soumissionnaires dont les soumissions sont jugées recevables, le rapport indiquera uniquement que leur soumission est conforme aux exigences obligatoires évaluées.

iv. Si toutes les soumissions sont jugées recevables, aucun rapport d'évaluation préliminaire ne sera produit, et l'autorité contractante terminera l'évaluation en entier, y compris l'évaluation des soumissions financières, en utilisant les documents de soumission présentés à l'origine.

c. Étape 2

i. On demande à tous les soumissionnaires de confirmer par écrit la réception du rapport à l'autorité contractante. Les soumissionnaires qui ne le feront pas seront réputés avoir reçu le rapport depuis la date de publication par le Canada.

ii. Seuls les soumissionnaires non conformes doivent soumettre des renseignements additionnels en réponse au rapport, conformément à ce qui suit:

1. La réponse du soumissionnaire au rapport doit respecter les instructions pour la préparation des soumissions (comme, par exemple, la séparation des renseignements relatifs à la soumission financière des autres renseignements). Le Canada demande que les soumissionnaires indiquent clairement, pour chaque réponse, à quelle exigence insatisfaite mentionnée dans le rapport ils répondent.
2. Les réponses au rapport doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard à la date et à l'heure indiquées dans le rapport. À défaut de cela, la soumission sera jugée non recevable et rejetée.
3. Les renseignements fournis par les soumissionnaires non conformes en réponse au rapport et acceptés par le Canada seront réputés remplacer, en totalité, uniquement les renseignements ou les réponses non conformes de la soumission initiale du soumissionnaire, tel qu'ils sont mentionnés dans le rapport, et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
4. Dans les cas où le prix d'un article a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants pourront être ajoutés à la soumission financière pour l'étape 2, sauf que, dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement un changement à d'autres renseignements sur les prix ou les coûts qui ont déjà été présentés par suite des calculs exigés dans la demande de soumissions (par exemple, le calcul visant à déterminer le prix total), les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire, et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toute autre modification de la demande de soumissions doit être considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération.
5. Tout rajustement à une soumission irrecevable est à la seule discrétion du soumissionnaire et sera effectué uniquement par lui. Le Canada ne fournira aucune information sur une autre soumission ni quant à la façon dont un soumissionnaire devrait formuler sa réponse au rapport, le cas échéant. Les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'engage, en vertu de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de relever les erreurs ou omissions dans les soumissions ni ne s'engage à indiquer ces erreurs ou omissions. Les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de s'assurer de l'uniformité des renseignements

soumis dans leurs soumissions, et ce, en tout temps. Sans limiter la portée de ce qui précède, les soumissions sont et resteront responsables de s'assurer que toute information soumise en réponse au rapport est conforme avec tout autre renseignement précisé dans leurs soumissions en réponse aux autres exigences. Tout manquement pourra nuire à l'évaluation des renseignements soumis antérieurement ou rendre la soumission irrecevable.

6. Dans les cas où le soumissionnaire choisit de ne pas fournir de renseignements supplémentaires ou différents pour une exigence insatisfaite soulevée dans le rapport, le soumissionnaire doit présenter une réponse indiquant « Aucun changement » pour l'exigence en question, et la réponse donnée initialement à cet article continuera de s'appliquer. Si le soumissionnaire ne fournit aucune réponse pour une exigence insatisfaite, il sera considéré comme ayant fourni une réponse de type « Aucun changement », et la réponse donnée initialement à cet article continuera de s'appliquer.

d. Si un rapport d'évaluation préliminaire a été produit et que les soumissionnaires non conformes ont présenté des renseignements supplémentaires en réponse audit rapport:

i. Le Canada procédera à un examen final des exigences insatisfaites qui ont été soulevées dans le rapport fourni à chaque soumissionnaire, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents présentés, afin de déterminer si ces exigences sont satisfaites comme l'exige la demande de soumissions. Si l'une ou plusieurs des exigences initialement évaluées comme insatisfaites continuent d'être évaluées comme insatisfaites après l'examen des renseignements supplémentaires ou différents fournis, la soumission sera jugée non recevable et rejetée. La soumission sera également jugée non recevable si les renseignements supplémentaires ou différents présentés font en sorte que toute autre exigence obligatoire n'est pas satisfaite.

ii. Les soumissions qui répondent à toutes les exigences obligatoires à l'issue de l'examen final continueront d'être évaluées à l'étape 2.

e. Le Canada examinera et évaluera de façon exhaustive les soumissions financières des soumissionnaires qui auront présenté des soumissions répondant à toutes les exigences obligatoires à l'issue de l'examen final.

#### **1.1.1. Critères techniques obligatoires**

Les exigences obligatoires suivantes seront prises en considération aux fins de l'évaluation de chaque soumission :

- Conformité aux Annexes "A" et "B";
- Acceptation des autres modalités établies dans la demande de soumission;

- Préparation de la présente invitation;

## 1.2 Évaluation financière

Les exigences obligatoires suivantes seront prises en considération lors de l'évaluation des soumissions:

- Conformité à la base d'établissement de prix;

Le prix total de la soumission sera déterminé en utilisant les prix unitaires, les taux horaire de main d'œuvre et les taux de majorations mentionnés dans la proposition financière. Le calcul sera fait tel qu'indiqué dans la liste de prix à l'annexe "C".

## 2 Méthode de sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction du prix total de la soumission recevable la plus basse.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa

soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## **1.2 Attestation du contenu canadien**

Ce besoin est limité aux services canadiens.

Le soumissionnaire certifie :

( ) les services offerts sont des services canadiens, tel que défini au paragraphe 2 de la clause [A3050T](#).

### **1.2.1** Clause du *Guide des CCUA* [A3050T](#) (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

Les soumissionnaires devraient fournir cette attestation avec leur soumission. Si l'attestation n'est pas remplie et fournie avec la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de fournir cette attestation remplie. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de fournir l'attestation remplie aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

## **2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### **2.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848) ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#) remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

## **2.2 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

### **2.2.1 Statut et disponibilité du personnel**

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire il atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

### **2.2.2 Attestation et expérience**

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux attestations, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le

soumissionnaire garantit que les chaque individu qu'il a préposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

### 2.2.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation.

a) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

\_\_\_\_\_  
Date

ou

b) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

\_\_\_\_\_  
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

\_\_\_\_\_  
Date



---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
  - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

### **2 Capacité financière**

Clause du Guide des CUA [A9033T](#) (2012-07-16) Capacité financière

### **3 Exigences en matière d'assurance**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'article 16 de la partie 7.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

**(Fin de la page)**

---

## PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les services de maintenance conformément à l'énoncé des travaux à l'annexe "A" et aux différentes autorisations de tâches qui seront émises subséquemment à ce contrat.

### 2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 2.1 Conditions générales

[2035](#) (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### 2.2 Conditions générales supplémentaires

[4007](#) (2010-08-16)- Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux - s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 3 Exigences relatives à la sécurité

**3.1** Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat à commandes, **une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, **doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ ou SECRET**, tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité reproduite ci-joint à l'Annexe "D";
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

- 3.2** L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité industrielle (PSI) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

## **4 Durée du contrat**

### **4.1 Période du contrat** (à compléter à l'adjudication du contrat)

La période d'exécution du contrat sera de la date de son attribution au\_\_\_\_\_.

### **4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre période(s) supplémentaire(s) d'un an chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à l'annexe « C ».

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## **5 Responsables**

### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Benoit Guertin – Spécialiste en approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers - Division HN  
7B3, Place du Portage, Phase III, 11 rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5  
Téléphone : (819) 420-0331 Courriel : [benoit.guertin@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:benoit.guertin@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

**(Fin de la page)**

## **5.2 Autorité du MDN (à compléter à l'adjudication du contrat)**

### **5.2.1 L'Autorité technique pour ce projet est:**

Le chargé de projet pour le contrat est:

Nom :

Téléphone :

Courriel :

L'autorité technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### **5.2.2 Autorité adjudicatrices**

L'autorité adjudicatrices pour le contrat est:

Nom :

Téléphone :

Courriel :

L'autorité adjudicatrices est responsable pour le MDN de la gestion du contrat et est la seule autorité qui peu autorisé les tache (DND626) et tous travaux additionnel pour ce contrat.

## **5.3 Représentant de l'entrepreneur**

Nom :

Téléphone :

Courriel :

## **6 Paiement**

### **6.1 Base de paiement**

Selon l'annexe "C" et l'autorisation de tâche (DND626), l'entrepreneur se verra verser le prix unitaire ferme, le taux horaire ferme et les mark-ups en fonds canadiens, TPS/TVH en sus. Les frais de transport à destination ainsi que les droits de douane et la taxe d'accise sont en sus, selon le cas.

---

**La Base de paiement établie ci-dessus s'applique également aux années d'option**

**6.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches**  
**Le budget du MDN est estimé à 24 000 000,00 \$, taxes en sus, pour la période entière du contrat, soit de trois ans, plus les quatre années optionnelles.**

La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de **10 500 000,00 \$** (taxes applicables sont en sus). Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.

L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions,

selon la première de ces conditions à se présenter.

Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

**6.3 Paiement électronique de factures – contrat**

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W8484-178689/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W8484-178689

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
hn460.W8484-178689

Buyer ID - Id de l'acheteur  
HN460  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**(Fin de la page)**

#### **6.4 Vérification discrétionnaire des comptes**

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée après que le paiement ait été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification des comptes démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification des comptes.

#### **6.5 Frais de déplacement et de subsistance**

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité contractante. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

#### **6.6 Contrôle du temps**

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur devra rembourser, à la demande du Canada, tout paiement en trop.

**(Fin de la page)**

## **7. Instructions relatives à la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter:

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. la description et la valeur de l'étape réclamée selon la description au contrat.

Chaque demande doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
  - b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
  - c. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
  3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer à l'autorité adjudicatrices identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.
  4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

## **8 Autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W8484-178689/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W8484-178689

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
hn460.W8484-178689

Buyer ID - Id de l'acheteur  
HN460  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**Pour tout travail dans une région avec une revendication territoriale, le fournisseur est encouragé d'utiliser des fournisseurs locaux pour l'exécution des travaux.**

**(Fin de la page)**

---

### **8.1 Procédure d'attribution de tâches**

Remplir le formulaire MDN 626 « Autorisation de tâche » est la méthode qui sera utilisée pour approuver des tâches particulières dans le cadre du présent contrat. Le processus administratif suivant s'applique :

a) Le responsable technique préparera une ébauche de l'énoncé des travaux de la tâche, comprenant une description détaillée de la portée des travaux requis et les renseignements indiqués à l'alinéa b) ci-dessous.

b) Le responsable technique soumettra à l'entrepreneur, par l'entremise du chargé de projet, l'ébauche de l'énoncé des travaux de la tâche (sans le formulaire MDN 626), précisant la limite de financement de la tâche, les travaux à effectuer, les critères d'acceptation des travaux, les types de rapports à déposer et la date prévue d'achèvement des travaux. Le chargé de projet révisera l'ébauche pour s'assurer que la tâche respecte la portée des travaux du contrat.

c) Le chargé de projet demandera à l'entrepreneur d'examiner l'énoncé des travaux de la tâche et de fournir une soumission précise dans un délai prescrit, en utilisant les taux établis dans le contrat et fondés sur le niveau d'effort (NE) requis pour accomplir la tâche. La soumission sur le NE doit comprendre une estimation des coûts exacte et un calendrier précis pour fournir les produits livrables demandés. La soumission sur le NE doit indiquer clairement tous les frais applicables.

d) L'entrepreneur doit, dans le délai prévu par le chargé de projet, fournir la soumission sur le NE et/ou informer le chargé de projet de l'état de la réponse proposée relativement à l'énoncé des travaux de la tâche. Si le délai précisé par le chargé de projet est insuffisant, l'entrepreneur doit soumettre la soumission sur le NE dans un délai acceptable pour le chargé de projet et l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit veiller à ce que la tâche demandée ne dépasse pas la portée des travaux indiquée dans le contrat et que l'entrepreneur est pleinement capable de fournir les produits livrables demandés en accomplissant les fonctions essentielles au coût le plus bas, selon le rendement, la fiabilité, la qualité et la sécurité exigés. Si l'entrepreneur a des doutes quant aux travaux demandés dans l'énoncé des travaux de la tâche, il doit recommander une modification au responsable technique avant d'accepter l'autorisation de tâche (MDN 626).

e) L'entrepreneur doit transmettre au responsable technique, par écrit, les renseignements suivants :

- i. Le nombre estimatif d'heures de travail et le coût total estimatif, calculés conformément aux modalités du contrat;
- ii. Une liste du personnel (y compris la catégorie et le taux de main-d'œuvre connexes) proposé pour effectuer la tâche;
- iii. Le calendrier d'achèvement des travaux;
- iv. L'acceptation ou le refus de l'entrepreneur pour ce qui est de l'énoncé des travaux proposé pour la tâche, sous réserve de la réception d'une autorisation de tâche certifiée (MDN 626).

f) L'entrepreneur doit tenir compte, dans l'estimation des coûts visés ci-dessus, de tous les frais applicables, dont les frais de main-d'œuvre directe, les matériaux, la sous-traitance, les frais de déplacement et de subsistance, les profits et les honoraires applicables, et les taxes applicables, conformément à la base de paiement et au contrat.

g) Lorsque le responsable technique, le chargé de projet et l'entrepreneur ont compris et accepté la description de la tâche, le responsable technique et le chargé de projet examineront la soumission et, conformément à l'alinéa 8.2 « Limites d'approbation d'une tâche », demanderont l'autorisation de commencer les travaux mentionnés dans l'autorisation de tâche (MDN 626).

h) Le formulaire MDN 626 comprendra un prix plafond estimatif ou un prix fixe ferme et les travaux à exécuter. Le prix plafond estimatif ne doit pas être dépassé sans l'autorisation du responsable technique et l'approbation du chargé de projet. Lorsque les coûts atteignent 75 % du prix plafond estimatif, l'entrepreneur doit informer le chargé de projet immédiatement par courriel s'il prévoit un dépassement. L'entrepreneur doit faire parvenir une demande au responsable technique dans le but d'augmenter le prix plafond inscrit sur le formulaire MDN 626. La demande de modification du formulaire MDN 626 doit comprendre une ventilation des coûts révisée pour indiquer le motif de l'augmentation. L'entrepreneur ne doit pas dépasser la limite des dépenses approuvée du formulaire MDN 626 en vigueur avant d'avoir reçu un formulaire MDN 626 modifié et approuvé par le chargé de projet.

## **8.2 Limites d'autorisation de tâches**

1. Le responsable des achats du MDN peut établir une tâche d'une valeur maximale de 400 000 \$, incluant toute modification, la taxe sur les produits et

services ou la taxe de vente harmonisée. Les autorisations de tâche (AT) dont la valeur dépasse cette limite seront transmises à l'autorité contractante aux fins d'examen et de signature avant d'être remises à l'entrepreneur.

2. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les AT approuvées, y compris toute modification, ne doit pas dépasser la valeur totale du contrat.

3. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.

4. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès qu'il juge que les fonds sont insuffisants pour l'achèvement des travaux requis dans toutes les AT approuvées, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.

5. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### **8.3 Obligation du Canada - Portion des travaux réalisée au moyen d'autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

## **9 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches**

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention " NÉANT ".

**(Fin de la page)**

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante. Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 20 jours civils suivant la fin de la période de référence.

#### **Exigence en matière de rapport - Explications**

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre (l'autorité contractante peut modifier le texte, s'il y a lieu) :

##### **Pour chaque AT autorisée:**

- (i) le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- (ii) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (iii) le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- (iv) le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- (v) Lorsqu'une tâche est terminée, le montant engagé doit être réduit pour refléter les dépenses réelles et le changement doit être reflété dans le dossier des AT
- (vi) dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- (vii) l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

##### **Pour toutes les AT autorisées:**

- (i) Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- (ii) le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

**Le rapport annuel sur l'emploi d'une entreprise ou d'un employé autochtone dans une zone de revendication territoriale doit être fourni, sur une base annuelle, en utilisant l'Annexe F.**

**(Fin de la page)**

## **10 Les ententes sur les revendications globales territoriales (ERGT)**

Ce contrat est assujettis au ERGT suivantes :

- Inuvialuit,
- Gwich'in,
- Nunavut,
- Tlicho

Le contrat avec les autorisations de tâche consiste à établir la prestation des exigences détaillées dans le contrat, aux utilisateurs identifiés à travers le Canada, y compris les zones soumises aux ententes sur les revendications territoriales globales.

**Pour tout travail dans une région avec une revendication territoriale, le fournisseur est encouragé d'utiliser des fournisseurs locaux pour l'exécution des travaux.**

## **11 Points de livraison**

Tels qu'indiqués dans les autorisations de tâches.

## **12 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **12.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### **12.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### **12.3 Attestation du contenu canadien**

1. L'offrant déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'offrant est exacte et complète et que les biens, les services ou les deux devant être

fournis conformément à toute commande subséquente à l'offre à commandes sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.

2. L'offrant doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des biens, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite du responsable de l'offre à commandes, l'offrant ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu de l'offre à commandes. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'offrant doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.

3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes.

### 13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (*insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) **Conditions générales supplémentaires 4007 (2010-08-16)**- Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux
- c) les conditions générales - 2035 (2016-04-04) Conditions générales - besoins plus complexes de services
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux
- e) l'Annexe « B », Liste de prix;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- g) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu)
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat :*

« clarifiée le \_\_\_\_\_ » **ou** « modifiée le \_\_\_\_\_ » *et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications).*

## 15 Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

## 16 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues ci-dessous.  
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

### 16.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.



- 
- c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
  - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p. Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur, Direction du droit des affaires, Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice, 284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

*Avocat général principal, Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice, 234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de

poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

## **16.2 Assurance responsabilité civile liée aux appareils de levage**

1. L'entrepreneur doit souscrire à une police d'assurance responsabilité civile liée aux appareils de levage d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000.00 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel. La police doit assurer une garantie contre les pertes et les dommages à tous les biens de l'État dont l'entrepreneur a la garde, le contrôle ou la responsabilité, et ce, pendant toute la durée du contrat. Les biens de l'État doivent être assurés à leur coût de remplacement. L'entrepreneur doit aviser rapidement le Canada de toute perte ou de tout dommage à ses biens et doit superviser, examiner et consigner les pertes ou les dommages pour garantir que les demandes d'indemnité sont correctement établies et payées.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de 30 jours en cas d'annulation de la police.
- b) Bénéficiaire : Le Canada, selon ses intérêts ou ses directives, pour ce qui a trait aux pertes et aux dommages aux biens de l'État dont l'entrepreneur a la garde, le contrôle ou la responsabilité.
- c) Renonciation aux droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation à l'encontre du Canada, représenté par le ministère de la défense national et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour l'ensemble des pertes ou des dommages aux biens, et ce, quelle qu'en soit la cause.

## **16.3 Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000\$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.

2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :  
Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

#### **17 Accès aux lieux d'exécution des travaux**

Les représentants autorisés du Canada doivent avoir accès, en tout temps pendant les heures de travail, à tout établissement où toute partie des travaux est réalisée, afin d'effectuer les vérifications et les essais relatifs aux travaux qu'ils jugent à propos.

#### **18 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes**

L'entrepreneur doit se conformer à tous les ordres ou autres règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX**  
**Annexe A**  
**VERSION 3.0**

**RÉPARATIONS ET RÉVISIONS**  
**SYSTÈMES D'ANTENNE LF, MF, HF,**  
**HERTZIENS ET SATELLITES**

## Révisions en vigueur

Document	Nombre de révisions	Date
ET	3	9 janvier 2012
Appendice 1	0	9 janvier 2012
Appendice 2	0	9 janvier 2012
Appendice 3	0	9 janvier 2012
Appendice 4	0	9 janvier 2012
Appendice 5	0	9 janvier 2012
Appendice 6	0	9 janvier 2012

# TABLE DES MATIÈRES

## **TITRE**

### **APPENDICES**

#### **1.0 PORTÉE**

- 1.1 Objet
- 1.2 Contexte
- 1.3 Terminologie

#### **2.0 SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTS APPLICABLES**

#### **3.0 EXIGENCES**

- 3.1 Généralité
- 3.2 Attribution des travaux
- 3.3 Détachement mobile de réparation
  - 3.3.1. Dét MR acceptable
  - 3.3.2 Expérience des équipes
  - 3.3.3 Outils et équipement
- 3.4 Comportement des employés sur les sites du MDN
- 3.5 Hébergement et repas
- 3.6 Nettoyage des sites
- 3.7 Rapports
- 3.9 Enquêtes spéciales et études techniques

#### **4.0 REMARQUES**

- 4.1 Rendement et fiabilité
- 4.2 Autorisation des travaux
- 4.3 Normes relatives aux réparations et aux révisions
  - 4.3.1 Réparations minimales
  - 4.3.2 Réparations majeures
  - 4.3.3 Données techniques

#### **5.0 ENQUÊTES**

- 5.1 Enquête d'un rapport d'état non satisfaisant (RENS)
- 5.2 Pièces fabriquées localement
- 5.3 Pièces usinées localement

#### **6.0 COMPOSANTS DE REMPLACEMENT**

6.1 Autorité

**7.0 ÉTALONNAGE DE L'ÉQUIPEMENT D'ESSAI**

7.1 Sceau d'étalonnage



## **APPENDICES**

1. Principaux sites d'émission et de réception.
2. Emplacements des parcs d'antennes et données sur les antennes pour fins d'entretien des antennes.
3. Sites des systèmes de communication hertziens courants (entretien des antennes).
4. Spécification d'entretien d'antennes (inspections, essais et réparations mineures).
5. Spécifications et documents d'entretiens applicables.
6. Sigles.

## **1.0 PORTÉE**

**1.1 Objet** Dans le présent ET, on décrit les exigences liées aux travaux nécessaires à l'exécution des R&R des antennes, des structures d'antenne, des pylônes et des antennes paraboliques **et câble** qui composent l'infrastructure de communication nationale stratégique des FC.

**1.2 Contexte** Le MDN a besoin de services de réparation, de révision, d'étalonnage, de mise à l'essai, de modification, d'assemblage, de désassemblage, d'emballage, d'ingénierie, **d'instructions** et de soutien destinés à une vaste gamme de systèmes d'antenne répartis parmi divers parcs d'antennes, sites et bases à travers le Canada. L'AT se réserve le droit de modifier la quantité et l'emplacement du matériel indiqué à l'appendice 2.

**1.3 Terminologie** La liste exhaustive des sigles de l'appendice 6 appuie le présent ET.

## **2.0 SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTS D'ENTRETIEN APPLICABLES**

Les spécifications, les documents actuels, ainsi que leurs révisions futures, font partie intégrante du présent contrat de R&R. Ils sont indiqués à l'appendice 5 « Spécifications et documents d'entretien applicables » et l'appendice 4 « Spécification d'entretien d'antennes (inspections, essais et réparations mineures) ».

## **3.0 EXIGENCES**

### **3.1 Généralités**

Les travaux exécutés sur demande selon le présent ET doivent notamment comprendre :

- a. les réparations, les révisions et l'étalonnage à l'interne;
- b. la conception et la fabrication à l'interne de prototypes et la production, la reproduction et la prise en considération de modifications approuvées;
- c. le désassemblage en pièces de rechange à l'interne;
- d. les enquêtes techniques, les études techniques, les services d'ingénierie et de conception et l'ATS;
- e. le Dét MR effectue notamment :
  - i. des inspections et des réparations mineures (voir l'appendice 4);
  - ii. des travaux et réparations supplémentaires exécutés pour éliminer des dangers ou respecter des exigences opérationnelles; conformément aux

- autorisations de l'AT ou son représentant désigné au cours de l'inspection initiale ou de réparations mineures;
- iii. des travaux majeurs sur le terrain, y compris les **réparations mineures** (voir le paragraphe 1.3b de l'appendice 4 de l'annexe 4), qui sont autorisés en vertu du formulaire DND 626 et font suite à une inspection initiale et à des réparations mineures (article 3.1 e(i)) décrites dans le ou les rapports finaux;
  - iv. des travaux d'urgence ou d'autres travaux; une équipe de l'entrepreneur doit être sur le site dans les 48 heures suivant un avis de l'AT;
  - v. le désassemblage et l'entreposage de systèmes d'antenne sur l'un des sites;
  - vi. des enquêtes spéciales et les études techniques, géologiques et environnementales nécessaires à la collecte de données d'ingénierie pertinentes aux enquêtes spéciales;
  - vii. **fournir des instructions au MDN sur le gréement, l'abaissement et l'érection de l'antenne, les unités d'accord d'antenne, les systèmes de contrôle d'antenne; et**
  - viii. l'approvisionnement en fournitures, matériaux et éléments de soutien fournis par l'entrepreneur (ME) et en pièces fabriquées à l'interne, les réparations apportées à du MFG, l'approvisionnement en matériel destiné aux enquêtes spéciales, l'assemblage de trousseaux de modifications, la reproduction de dessins et d'ordres techniques, l'emballage et l'entreposage de matériaux, etc.

Le Dét MR constitue le principal composant du présent contrat de R&R. Après avoir reçu l'autorisation du MDN, le Dét MR doit exécuter ses tâches conformément à l'entente conclue lors d'une consultation relative à un site en particulier ou selon les instructions de l'AT, en situation d'urgence (l'équipe de l'entrepreneur doit alors être sur place dans les 48 heures suivant l'avis de l'AT). Les principaux sites d'émission et de réception sont indiqués à l'annexe 1.

### **3.2 Tâches des travaux**

L'entrepreneur doit obtenir une autorisation pour les travaux prévus dans le contrat au moyen d'un formulaire DND 626 autorisé et approuvé.

### **3.3 Détachement mobile de réparation**

**3.3.1 Dét MR acceptable** Pour exécuter toute tâche approuvée selon le contrat, le Dét MR doit être composé, entre autres, d'un contremaître ou d'un chef d'équipe désigné, d'un technicien d'entreprise en électronique satisfaisant aux exigences de la norme ISO 9001:2000 (ou d'une norme ultérieure) et de tout personnel qualifié supplémentaire nécessaire pour satisfaire aux exigences de la tâche.

### **3.3.2 Niveau d'expérience des équipes**

**3.3.2.1** Le contremaître ou le chef d'équipe doit posséder au moins six (6) années d'expérience (acquises au cours des huit dernières années), dont les trois (3) dernières en tant que chef

d'équipe d'installation et d'entretien de systèmes d'antenne du domaine hertzien, de radiodiffusion et de LF, MF et HF.

**3.3.2.2** Le technicien en électronique doit posséder un diplôme de technicien en électronique et au moins cinq (5) années d'expérience pertinente en électronique et en mise à l'essai. Il doit plus particulièrement posséder au moins quatre (4) ans d'expérience (acquises au cours des huit dernières années) en systèmes d'antenne, en systèmes hertziens et en radiodiffusion du domaine LF, MF et HF.

**3.3.2.3** Les personnes susmentionnées doivent satisfaire aux exigences de sécurité du site.

**3.3.3 Outils et équipement** En plus des outils d'entreprise courants, du matériel, de l'équipement de ligne de pôle, de l'équipement d'essai, des manuels, des IPO et de tout autre élément nécessaire à l'exécution des travaux, le chef d'équipe doit avoir à sa disposition, en tout temps, les éléments suivants :

- a. un exemplaire de toutes les annexes du contrat;
- b. les spécifications ou les manuels indiqués à l'annexe A;
- c. un exemplaire du formulaire DND 626, ainsi que les spécifications et les dessins identifiés dans celui-ci;
- d. les formulaires « Liste de vérification des inspections » fournis par l'entrepreneur et approuvés par le MDN, afin de consigner l'état des systèmes d'antenne à l'arrivée sur un site, les travaux exécutés et les résultats des essais initiaux et finaux de tous les systèmes d'antenne, y compris les pylônes et les structures de soutien;
- e. le formulaire « Autorisation et consignation du temps et du matériel » de l'entreprise.

**3.4 Comportement des employés sur les sites, aux stations et sur les bases du MDN** Il incombe à l'entrepreneur, qui relève du commandant, de s'assurer que ses employés se comportent de façon appropriée et qu'ils suivent les instructions et les directives du commandant. Le personnel de l'entrepreneur doit se familiariser avec les IPO de la station.

**3.4.1** À son arrivée à une station ou à une base des FC, le personnel de l'entrepreneur doit signaler sa présence au commandant ou à son représentant désigné. Si une tâche doit être exécutée en dehors des heures normales de travail, le personnel de l'entrepreneur doit signaler sa présence à l'officier de service en poste.

**3.4.2** Avant d'assigner son personnel à une station des FC, l'entrepreneur doit s'assurer qu'il connaît l'étiquette et les pratiques militaires et qu'il possède une connaissance générale de la structure organisationnelle de l'organisation militaire en question.

**3.4.3** Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit rencontrer le commandant ou son représentant désigné, afin de lui faire un compte rendu oral des travaux effectués, signalant toute lacune importante et indiquant à quel moment elle sera corrigée.

**3.5 Hébergement et repas** Il est possible que ceux-ci soient offerts par le MDN. Toutefois, le personnel de l'entrepreneur doit être conscient que les organisations militaires permanentes ont priorité sur les sites de satellite. En l'absence d'hébergement hors site, les installations de l'État peuvent être utilisées pour les repas et l'hébergement par le personnel de l'entrepreneur au cours des travaux, à la discrétion de l'entrepreneur et avec l'accord du commandant. Ce dernier fournira sur demande des renseignements sur la disponibilité de ces installations. L'hébergement et les repas ne sont généralement pas disponibles.

**3.5.1** Aucun hébergement hors site n'est disponible à **Alert Halert**, au Nunavut. Les installations de repas et d'hébergement du MDN peuvent donc être utilisées à cet endroit.

**3.5.2** L'entrepreneur doit rembourser le MDN pour les services ou les installations utilisées par son personnel, selon les coûts déterminés d'après les règles locales du MDN.

**3.6 Nettoyage du site** Au départ de l'entrepreneur, tous les sites et toutes les installations du MDN qu'il a utilisé doivent être propres et ordonnés, et leur état doit satisfaire le commandant de la base ou son représentant désigné. Le personnel de l'entrepreneur ne doit laisser aucune trace de son passage sur le site. Tout matériel de surplus irrécupérable doit être retiré du site par l'entrepreneur. Le matériel récupérable doit être entreposé à l'endroit désigné par le commandant du site ou par son représentant désigné.

### **3.7 Rapports**

**3.7.1 Généralités** Les rapports doivent être exacts et complets. Une fois les travaux précisés dans la commande de travail terminés et avant de quitter le site, le représentant de l'entrepreneur doit vérifier tous les dossiers avec le représentant du MDN et lui remettre un exemplaire de ceux-ci. Le ou les exemplaires seront signés par le représentant du MDN et transmis à l'AT. L'entrepreneur doit rédiger et soumettre les rapports suivants à l'AT :

- a. Des rapports d'étape sur les tâches du projet doivent être transmis par télécopieurs, par courriel ou par la poste, comme indiqué dans le contrat. Les rapports d'étape hebdomadaires doivent être numérotés consécutivement et comprendre le numéro du contrat, le numéro du projet, le nom du site et le nom de l'expéditeur. L'entrepreneur doit indiquer la date d'arrivée dans le premier rapport et les dates approximatives d'achèvement des travaux dans les messages subséquents. Il doit transmettre des messages distincts à son arrivée sur le site et lorsqu'il quitte celui-ci.
- b. L'entrepreneur doit remettre une copie papier et trois copies électroniques des rapports de tâches finaux, lesquels doivent notamment comprendre tous les renseignements permettant au lecteur de déterminer les travaux exécutés, ainsi que les photographies avant et après (obligatoires), et porter sur l'entretien correctif apporté, les matériaux utilisés, les résultats des essais (ROS), les futures exigences de travail, les futures exigences de matériel et les recommandations. Tous les rapports finaux doivent comprendre l'énoncé indépendant suivant :

- i) Le présent document demeure la propriété de l'État. Son contenu ne doit être révélé qu'aux organismes et aux personnes autorisés. Les essais et les illustrations, qu'ils prennent la forme de photographies, de graphiques ou de diagrammes, demeurent la propriété de l'État et ne peuvent être reproduits en tout ou en partie sans l'approbation préalable du ministère de la Défense nationale, à Ottawa.
- ii) Le présent rapport contient des renseignements et des recommandations quant au rendement, à la conception et au fonctionnement de l'équipement. Ces recommandations, de pair avec d'autres renseignements pertinents, sont évaluées par le QGDN. Celui-ci communique aux unités, par le biais d'ordres techniques, les recommandations adoptées. L'autorisation de l'AT est requise avant d'adopter toute recommandation ou modification proposée dans le présent document.

### **3.8 Enquêtes spéciales et études techniques (ESET)**

**3.8.1** Une fois le formulaire DND 626 approuvé, l'entrepreneur doit effectuer des ESET. Il doit également fournir des données techniques pertinentes aux enquêtes, y compris des dessins reproductibles, au besoin. Tout dessin requis doit être préparé, traité et approuvé selon le CF-STD D-01-400-001/SG-000 Engineering Drawing Practices for Class 1 Drawings and Technical Data Lists (pratiques en matière de dessins techniques visant les dessins et les listes de données techniques de classe 1).

### **4.0 REMARQUES**

**4.1 Rendement et fiabilité** En l'absence d'un plan d'inspection ou si un plan est jugé inapproprié par l'entrepreneur ou par l'AT, l'entrepreneur doit soumettre à l'AT ses normes de rendement et de fiabilité, afin de les faire approuver avant de commencer les travaux.

**4.2 Autorisation de travaux** Conformément au contrat.

**4.3 Normes de réparation et de révision** L'entrepreneur doit réparer, mettre à l'essai et réviser chaque système conformément aux spécifications du contrat ou de l'autorisation de travaux du formulaire DND 626.

**4.3.1 Réparations mineures** Les réparations mineures de chaque système comprennent un nettoyage complet de toutes les connexions électriques, une inspection de tous les composants mécaniques et électriques, une inspection des relâchements et des tensions et les essais nécessaires pour localiser et identifier les défauts et les défaillances, afin de déterminer l'étendue des réparations et les pièces de remplacement nécessaires.

**4.3.2 Réparations majeures** Les réparations majeures comprennent la réparation de toute défaillance électrique, mécanique et structurale, ainsi que les modifications conformes au formulaire DND 626 et nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement.

**4.3.3 Données techniques** Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir toutes les spécifications et les spécifications d'entretien indiquées à l'appendice 5 de l'ET. Il doit négocier avec TPSGC pour obtenir les dessins ou les spécifications de fabricants liées à des articles exclusifs ou commerciaux, au besoin. Tous les renseignements deviennent la propriété du MDN et des exemplaires doivent remis à l'AT. Tous les documents techniques utilisés pour les R&R doivent être approuvés par l'AT avant le début des travaux.

## **5.0 ENQUÊTES**

**5.1 Enquête d'un rapport d'état non satisfaisant (RENS)** L'entrepreneur peut être tenu d'examiner un RENS. Il doit rédiger et soumettre un rapport technique final, conformément à l'ITFC D-01-100-110/SF-000. Des exigences supplémentaires peuvent être précisées dans le formulaire DND 626.

**5.2 Pièces usinées localement** L'entrepreneur doit pouvoir usiner certaines pièces à l'interne, comme des composants destinés à la réparation temporaire de structure de pylônes ou de réseaux d'antennes. L'entrepreneur peut faire appel à des sous-traitants pour l'usinage de certaines pièces s'il en obtient l'autorisation auprès de l'AT.

**5.3 Pièces fabriquées localement** L'AT détermine les exigences relatives aux pièces fabriquées localement, lesquelles sont classées en deux catégories :

- a. Reproductions d'une pièce originale : celles-ci se voient attribuer le NNO de la pièce originale;
- b. Pièces terminées, dénuées de tout défaut, livrées à l'adresse précisée dans le contrat, à moins d'une autre entente conclue avec l'AT.

## **6.0 COMPOSANTS DE REMPLACEMENT**

**6.1 Autorité** Avant d'utiliser tout composant non approuvé pour remplacer un composant figurant dans un catalogue ou dans les publications d'équipement pertinentes, l'entrepreneur doit rédiger et soumettre à l'AT un avis de changement de matériel et une demande de dérogation, conformément à l'ITFC D01-100-215/SF-001. Les composants non approuvés par l'AT ne doivent pas être utilisés.

## **7.0 ÉTALONNAGE DE L'ÉQUIPEMENT D'ESSAI**

**7.1 Sceau d'étalonnage** L'entrepreneur doit s'assurer que tout l'équipement utilisé lors des travaux porte un sceau d'étalonnage valide ou qu'il possède un certificat d'étalonnage rattaché à des normes internationales ou nationales (norme ISO 9002 ou normes ultérieures).

### **Principaux sites d'émission et de réception**

1. Great Village	- ÉMISSION
2. Masstown (N.-É.)	- RÉCEPTION
3. Newport Corner (N.-É.)	- ÉMISSION
4. Mill Cove (N.-É.)	- RÉCEPTION
5. Point Petre (Ont.)	- ÉMISSION
6. Carrying Place (Ont.)	- RÉCEPTION
7. Leitrim (Ont.)	- RÉCEPTION
8. Ottawa (Ont.) (chemin Walkley)	- ÉMISSION ET RÉCEPTION
9. Cardiff (Alb.)	- ÉMISSION
10. Riverbend (Alb.)	- RÉCEPTION
11. Aldergrove (C.-B.)	- RÉCEPTION
12. Masset (C.-B.)	- RÉCEPTION
13. Gander (T.N-O.)	- RÉCEPTION
14. Matsqui (C.-B.)	- ÉMISSION
15. Albert Head (C.-B.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
16. Alert (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
17. Yellowknife (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
18. Inuvik (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
19. Iqaluit (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
20. Rankin Inlet (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
21. Resolute (T.N-O.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION
22. Cold Lake (Alb.)	- RÉCEPTION ET ÉMISSION



**Ministère de la Défense nationale**  
**Emplacements des parcs d'antennes et données sur les antennes**  
**pour fins d'entretien des antennes**

Qté	Modèle	N° du mât	Hauteur du mât	Type de mât	Fabricant	Description
<b><u>RÉGION DU PACIFIQUE ET DES PRAIRIES</u></b>						
<b>Aldergrove (C.-B.) - Récepteur</b>						
1	Pylône	1	295 pi	Acier	Trylon	Pylône hertzien AP de 200 pi avec mât haubané Millard de
1		1	35 pi	Fibre de verre	TMC	Ondes myriamétriques
4 (réseau)	780-3	12	170 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique horizontale à trois compartiments (Nota : Chaque réseau est composé de trois antennes)
2	2001-2-3K	1	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
1	24 éléments		De 7 à 10 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage orientable en rosace
1	MDN Delta	1	80 pi	Aluminium	MDN	Delta
1	16 éléments		De 7 à 10 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage à 16 éléments
<b>BFC de Cold Lake</b>						
1	AP	1	100 pi	Acier	Trylon	Bâtiment 19
1		3	30 pi	AP	Valcom	Toit du hangar n° 1
1	Delta	1	80 pi	Acier	Millard	Delta, bâtiment 178

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

Qté	Modèle	N° du mât	Hauteur du mât	Type de mât	Fabricant	Description
1	437B	1	60 pi	Acier	Trylon	AGA, bâtiment 172
1	Polestar	1	60 pi	Aluminium	Polestar	Hangar n°10
1	Balise	1	40 pi	Bois		A/F, bâtiment 105
1	Pylône haubané	1	480 pi	Acier	L&R	PEPL, bâtiment 316
1	Pylône haubané	1	200 pi	Acier	L&R	PEPL, bâtiment 316
1	Pylône haubané	1	200 pi	Acier	Maxpylône	PEPL, bâtiment 316
<b>Matsqui (C.-B.) - Émetteur</b>						
1	16 éléments	149	7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage à 16 éléments
2	530-4-03	2	92 pi	Aluminium	TCI	Antenne omnidirectionnelle
1	MDN	2	80 pi	Aluminium		Antenne doublet horizontale
1	MDN	1	75 pi	Bois		Antenne doublet verticale
1	MDN doublet	Nil				Antenne doublet VHF inclinée montée sur un pylône à 75 pi
4	MDN	4	75 pi	Bois		Antenne doublet inclinée
4	1794-14K	4	70 pi	Acier	Andrew	Antenne omnidirectionnelle à large bande
1	1730-24K	1	100 pi	Acier	Andrew	ALPR
2	LPH-89E	4	92 pi	Acier	AP	ALPR

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

Qté	Modèle	N° du mât	Hauteur du mât	Type de mât	Fabricant	Description
1		1	600 pi	Acier	LeBlanc	Antenne LF
1	TE2159AL	1	450 pi	Acier		Antenne LF
1		1	500 pi	Acier	LeBlanc	Antenne LF
4	MPS-10M/2A	4	39 pi	Fibre de verre	AP	Antenne à fouet polarisée verticalement à large bande
1	Pylône AP	1	280 pi	Acier		Pylône hertzien
1	SPQ 230-42/2	1	160 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale
<b>Cardiff (Alb.) - Émetteur</b>						
1	MDN (mod.)	6	92 pi	Bois	MDN	Antenne doublet omnidirectionnelle du MDN
2	1507	2	100 pi	Acier	Hy-Gain	Antenne doublet log-périodique
1	Pylône AP	1	125 pi	Acier	Wind Turbine	Pylône hertzien
1	1730-17K	1	100 pi	Acier	Andrew	ALPR
3	LPH-89E	6	92 pi	Acier	AP	ALPR
2	747CD-3	2	75 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique polarisée horizontalement
2	530-4-3	2	92 pi	Acier	TCI	Antenne à large bande polarisée en ellipse
<b>Masset (C.-B.) - Récepteur</b>						
1	AN/FRD/10				RCA	Antenne omnidirectionnelle DF

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

Qté	Modèle	N° du mât	Hauteur du mât	Type de mât	Fabricant	Description
1	MDN	5	1 x 110 pi 4 x 30 pi	Aluminium		Antenne à cadres croisés
1	Beverage		7 pi	Bois		Antenne Beverage à long fil
1		2	80 pi	Bois		Antenne à cadres mise à la masse

**Riverbend (Alb.) - Récepteur**

2	1507	2	100 pi	Acier	Hy-Gain	Antenne doublet log-périodique
2	2001-2-3K	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
1	726-2	1 1	140 pi 27 pi	Acier Bois	Andrew	Antenne log-périodique verticale
4	LPH-89E	8	92 pi	Acier	AP	ALPR
1	Pylône	1	80 pi	Acier	Wind Turbine	Pylône hertzien

**Albert Head (C.-B.) - Émetteur-récepteur**

1	SPQ-230-43/1	1	161,5 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale
---	--------------	---	----------	-------	----	-----------------------

**RÉGION DE L'ONTARIO ET DU QUÉBEC**

**Chemin Walkley (Armours) (Ottawa) - Émetteur**

1	SPQ-230/55	1	84,3 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale
---	------------	---	---------	-------	----	-----------------------

**Carrying Place (Ont.) - Récepteur**

3	237C-1	9	3 x 140 pi 6 x 130 pi	Aluminium	Collins	Antenne log-périodique fixe
2	2001-2-3K	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique HF omnidirectionnelle

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

Qté	Modèle	N° du mât	Hauteur du mât	Type de mât	Fabricant	Description
2	LPH-89E	4	92 pi	Acier	AP	ALPR
1	Pylône	1	250 pi	Acier	Wind Turbine	Pylône hertzien
<b>Point Petre (Ont.) - Émetteur</b>						
1	Discône du MDN	12	70 pi	Bois	MDN	Antenne discône
1	Discône modifiée du MDN	12	70 pi	Bois	MDN et Andrews	Antenne discône
3	237C-1	9	3 x 140 pi 6 x 130 pi	Aluminium	Collins	Antenne log-périodique
2	LPH-89E	4	92 pi	Acier	AP	ALPR
1	Pylône	1	220 pi	Acier	Wind Turbine	Pylône hertzien

**Leitrim (Ont.) - Récepteur**

1		5	1 x 110 pi 4 x 30 pi	Aluminium		Antenne à cadres croisés
1	PVS1120A	48	24 x 20 pi 24 x 39,5 pi	Aluminium	Plessey	Antenne unipolaire omnidirectionnelle de DF à alimentation surélevée
1	24 éléments	240	7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage orientable en rosace

**RÉGION DE L'ATLANTIQUE**

**Gander (T.-N.-L.) - Récepteur**

1	AN/FRD-10				RCA	Omni DF
1	MDN		51 x 110 pi 4 x 30 pi	Aluminium	MDN	Antenne à cadres croisés

**Great Village (N.-É.) - Émetteur**

1	LF	1	400 pi	Acier		Antenne LF verticale
2	LPH-89E	4	92 pi	Acier	AP	ALPR
4	237C-1	9	1 x 150 pi 2 x 140 pi 6 x 130 pi	Acier	Collins	Antenne log-périodique fixe
1	747CA-7	1	75 pi	Aluminium	Andrew	Antenne log-périodique à rotation manuelle
1	237D-1D	2	240 pi	Acier	Collins	Antenne log-périodique fixe
1	MDN	6	4 x 120 pi 2 x 100 pi	Aluminium	MDN	Antenne rhombique (imbriquée à 3 câbles)
2	2001-2-2K	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
2	MDN	3	80 pi	Acier	MDN	Antenne Delta

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

1	MDN	3	80 pi	Aluminium	MDN	Antenne Delta
---	-----	---	-------	-----------	-----	---------------

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

**Masstown (N.-É.) - Récepteur**

2	LPH-89E	4	92 pi	Acier	AP	ALPR
1	2731	1	100 pi	Acier	Andrew	ALPR
1	747CA-8	1	75 pi	Aluminium	Andrew	Antenne log-périodique à rotation manuelle
1	237D-1A	2	240 pi	Acier	Collins	Antenne log-périodique fixe
1	237C-1	3	1 x 140 pi 2 x 130 pi	Acier	Collins	Antenne log-périodique fixe
1	2001-2-3K	1	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
1	8 éléments		De 7 à 10 pi	Bois		Antenne Beverage à 8 éléments

**Mill Cove (N.-É.) - Récepteur**

12	780-2	16	240 pi	Acier	Andrews	Antenne log-périodique fixe
2	753C-28	2	24 pi	Aluminium	Andrew	Monopôle conique
2	753C-25	2	81 pi	Acier	Andrew	Monopôle conique
1	VRA12	1	35 pi	Fibre de verre	TMC	Antenne fouet LF
1	24 éléments		7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage orientable à 24 éléments

**Newport Corner (N.-É.) - Émetteur**

1	747V-50	2	1 x 171 pi 1 x 35 pi	Acier Bois	Andrew	Antenne log-périodique verticale
1		3	1 x 80 pi 2 x 45 pi	Aluminium Bois		Antenne en V inclinée



APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

12		16	13 x 60 pi 3 x 75 pi	Aluminium Bois		Antenne doublet horizontale
4		3 1	45 pi 60 pi	Bois Bois		Antenne doublet verticale
3		3	De 60 pi à 96 pi 100 pi	Bois		Antenne doublet inclinée
3	530-4-03	3	92 pi	Aluminium	T.C.I.	Antenne log-périodique HF omnidirectionnelle
1	MDN	1	80 pi	Aluminium	MDN	Delta
5	1794-14K	5	70 pi	Acier	Andrew	Antenne verticale à large bande
1	217C	1	490 pi	Acier	Abroyd	Antenne verticale LF (OTAN)
1	219D	3	550 pi	2 x acier 1 x aluminium		Antenne verticale LF 147K
5	AS-5088/FRC	5	53 pi	Fibre de verre	Valcom	Monopôle (accordable manuellement)
1	2159	1	450 pi	Acier		Antenne verticale LF et MF
1	1794-5K	1	61 pi	Acier	Andrew	Monocône
3	LPH-89E	6	92 pi	Acier	AP	ALPR
4	MPS-10M/2A	4	39 pi	Fibre de verre	AP	Antenne fouet à large bande polarisée verticalement
1	2001-1-1K	1	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle

**RÉGION DU NORD**

**Yellowknife (T.N.-O.) - Émetteur-récepteur**

1	2001-2-2K	1	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique polarisée en ellipse
1	3065-102-3	2	60 pi	Acier	Andrew	Antenne doublet HF à large bande
1	SPQ 230A	1	102,5 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale (FOL)
1	BEV-750-1K	9	7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage de 750 pi

**Alert (T.N.-O.) - Récepteur**

1	BEV-750-5K	10	7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage de 750 pi
1	BEV-150-5K	3	7 pi	Bois	Petrie Comms	Antenne Beverage de 150 pi
1	Pylône	1	60 pi	Acier		Pylône hertzien
2		8	70 pi	Acier		Antenne rhombique à trois câbles
4		164	14 pi	Bois	MDN	Antenne Beverage à câble long
1		5	1 x 110 pi 4 x 30 pi	Acier	MDN	Antenne à cadres croisés
2	726-2	2	2 x 140 pi 2 x 35 pi	Acier Bois	Andrew	Antenne log-périodique à large bande polarisée verticalement
1	SPQ-230/55	1	84,3 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale
1	PVS1120A	48	24 x 20 pi 24 x 39,5 pi	Aluminium	Plessey	Antenne unipolaire omnidirectionnelle de DF à alimentation surélevée=

**Inuvik (T.N.-O.) - Émetteur-récepteur**

2	2001-2	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
4	TA 103	1	15 pi	Aluminium	Andrew	Monopôle
1	SPQ-330A	1	102,5 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale (FOL)

**Iqaluit (T.N.-O.) - Émetteur-récepteur**

2	2001-2	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne
---	--------	---	-------	-------	--------	---------

APPENDICE 2 de L'ANNEXE A du W8484-116591

						log-périodique omnidirectionnelle
4	TA 103	1	15 pi	Aluminium	Andrew	Monopôle
1	SPQ-330A	1	102,5 pi	Acier	AP	Antenne HF en spirale (FOL)

**Resolute (T.N.-O.) - Émetteur-récepteur**

2	2001-2	2	92 pi	Acier	Andrew	Antenne log-périodique omnidirectionnelle
4	TA 103	1	15 pi	Aluminium	Andrew	Monopôle

**Rankin Inlet - Émetteur-récepteur**

1	LRM24 Pylône	1	1 x 60 pi 2 x 15 pi	Acier Acier	L&R	Antenne doublet à affaiblissement
---	-----------------	---	------------------------	----------------	-----	--------------------------------------

**SITES DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION HERTZIENS COURANTS  
ENTRETIEN DES ANTENNES**

**Régions :** Pacifique et Prairies  
Ontario et Québec  
Atlantique  
du Nord

RÉGION	NOM DU SYSTÈME	SITE	FABRICANT	TYPE	BANDE DE FRÉQUENCES	TYPE D'ALIMENTATION	TYPE DE MÂT	HAUTEUR DU MÂT	REMARQUES
Pacifique et Prairies	Aldergrove	Aldergrove	Andrew	P8F-17C	1,7 GHz	Helix	AWSS	60 pi	
Pacifique et Prairies	Aldergrove	Aldergrove	Andrew	P8F-17C	1,7 GHz	Helix	AWSS	60 pi	
Ontario et Québec	Bagotville	Base	Andrew	PLIO-82C	8,5 GHz	Guide d'onde	Haubané	10 pi	
Ontario et Québec	Bagotville	Lac Castor	Andrew	PLIO-82C	8,5 GHz	Guide d'onde	AWSS	100 pi	
Pacifique et Prairies	Cold Lake	Base	Prodelin	145-741	5,0 GHz	Guide d'onde	AWSS	90 pi	
Pacifique et Prairies	Cold Lake	PEPL	Prodelin	143-741	5,0 GHz	Guide d'onde	Haubané	250 pi	
Pacifique et Prairies	Edmonton	Riverbend	Andrew	P817-17C	1,7 GHz	Helix	Haubané	125 pi	
Pacifique et Prairies	Edmonton	Cardiff	Andrew	P817-17C	1,7 GHz	Helix	Haubané	125 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Bâtiment 211	Andrew	HP4-220B HP6-220B	23 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	40 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Rocky Point	Andrew	HP4-220-13	23 GHz	Guide d'onde	AWSS	40 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Albert Head	Andrew	(2)HP4-22013	23 GHz	Guide d'onde	AWSS	30 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Signal Hill	Andrew	(2)HP2-220B	23 GHz	Guide d'onde	AWSS	40 pi	

APPENDICE 3 de L'ANNEXE A du W8484-116591

RÉGION	NOM DU SYSTÈME	SITE	FABRICANT	TYPE	BANDE DE FRÉQUENCES	TYPE D'ALIMENTATION	TYPE DE MÂT	HAUTEUR DU MÂT	REMARQUES
				(2)HP4-22013					
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Work Point	Andrew	HP2-22013 HP6-220B	23 GHz	Guide d'onde	AWSS	30 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Hospital	Andrew	HP4-22013	23 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	30 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Malahat	Andrew	HP2-22013	23 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	25 pi	
Pacifique et Prairies	Esquimalt	Golf Hill	Andrew	(2)HP6-220B	23 GHz	Guide d'onde	AWSS	10 pi	
Atlantique	Goose Bay	Base	Sinclair	Yagi	0,4 GHz	Heliac	AWSS	60 pi	
Atlantique	Goose Bay	Dome Mountain	Sinclair	Yagi	0,4 GHz	Heliac	AWSS	30 pi	
Atlantique	Greenwood	CCVI	Andrew	P6-144D	15 GHz	Guide d'onde	AWSS	40 pi	
Atlantique	Greenwood	ASR	Andrew	P6-144D	15 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	20 pi	
Atlantique	Halifax	Hôpital	Andrew	HP4-220B	23 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	50 pi	
Atlantique	Halifax	Shearwater	Andrew	HP4-22013	23 GHz	Guide d'onde	Bâtiment	50 pi	
Pacifique et Prairies	Suffield	Bâtiment 535	Andrew	PL4-65D	6,5 GHz	Heliac	AWSS	30 pi	
Pacifique et Prairies	Suffield	Brutus	Andrew	PL4-65D	6,5 GHz	Heliac	Haubané	55 pi	
Ontario et Québec	Trenton	Carrying Place	Andrew	P8F-17C	1,7 GHz	Heliac	Haubané	125 pi	
Ontario et Québec	Trenton	Pointe Petre	Andrew	P817-17C	1,7 GHz	Heliac	Haubané	125 pi	
du Nord	HADCS	Skull Point	Andrew	P6F-9	0,9 GHz	Heliac	AWSS	20 pi	
du Nord	HADCS	Skull Point	Gabriel	(2)SSP2-52A	5,7 GHz	Heliac	AWSS	35 pi	
du Nord	HADCS	Black Top	Andrew	P6F-9	0,9 GHz	Heliac	AWSS	20 pi	

## APPENDICE 3 de L'ANNEXE A du W8484-116591

[illegible]

## SPÉCIFICATION D'ENTRETIEN D'ANTENNES

### INSPECTIONS, ESSAIS ET RÉPARATIONS MINEURES

#### 1.0 PORTÉE

**1.1 Généralités** La présente spécification vise l'inspection, le réglage et la réparation de systèmes d'antenne et de leurs composants, conformément aux modalités du contrat. Elle n'est donc pas limitée aux exigences de base précisées ci-dessous.

**1.2 Rapport final de tâche** Le rapport doit comporter une description des travaux, les listes de vérification connexes et suffisamment de renseignements détaillés, y compris des preuves photographiques adéquates, pour appuyer l'évaluation de l'état de chaque système d'antenne. Il doit également comporter des recommandations et des renseignements à des fins de révisions, afin que l'autorité technique puisse déterminer tout entretien supplémentaire jugé nécessaire et prendre les mesures appropriées.

#### 1.3 Définitions

- a. Une « inspection » consiste en la première visite de l'entrepreneur sur un site pour lequel il a reçu une autorisation par le biais du formulaire DND 626. Elle comprend également les réglages, les réparations mineures et la rédaction d'un rapport détaillé, conformément à la présente spécification.
- b. Les « réparations » correspondent aux travaux qui vont au-delà de ceux définis et autorisés durant la première visite d'un site pour des raisons de sécurité ou à des fins opérationnelles. Les « réparations mineures » correspondent aux travaux autorisés en vertu du formulaire DND 626, s'il y a lieu.
- c. Les « révisions » correspondent aux « réparations majeures » autorisées par le biais d'un formulaire DND 626 distinct, en vue de mettre en œuvre une partie ou l'entièreté des recommandations contenues dans le rapport détaillé remis par l'entrepreneur à la fin de tout travail effectué sur un site.

#### 2.0 GÉNÉRALITÉS

**2.1** La présente partie vise les exigences courantes. Il est possible que des vérifications et des réglages supplémentaires soient requis. Durant l'inspection, l'entrepreneur doit remettre en état le système d'antenne visé par la spécification propre à son type d'antenne (voir le formulaire DND 626 fourni par le MDN) et d'après les limites et les paramètres définis au paragraphe 3 (voir les exigences particulières).

**2.2** Un système d'antenne est constitué d'au moins une antenne, d'éléments rayonnants, d'au moins une structure de soutien, d'au moins un socle, d'au moins une fixation, d'au moins



## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

une ligne d'alimentations, ainsi que de leur(s) structure(s), système(s) de mise à la masse, feu(x) d'obstacle, dispositif(s) d'adaptation, dispositif(s) terminal(aux) et câbles coaxiaux en phase.

**2.3** Aux fins de la présente spécification, on présume que le système fonctionnait avant l'inspection et ne nécessitait aucune réparation majeure. Si l'entrepreneur détermine durant l'inspection que l'étendue des réparations ou des réglages va au-delà de la portée de la présente spécification, il doit signaler la situation à l'autorité responsable, afin que des mesures soient prises selon les modalités du paragraphe 1.3b ou 1.3c. Il est possible qu'un monteur doive descendre de cordes de manœuvre et des éléments de soutien sur une chaise de gabier ou un appareil similaire, si les exigences de la présente spécification ne peuvent être satisfaites d'une quelconque autre manière.

### **3.0 EXIGENCES PARTICULIÈRES**

**3.1** Les exigences ci-dessous s'appliquent généralement à tous les systèmes d'antenne. Des exigences supplémentaires applicables à des systèmes en particulier seront peut-être nécessaires.

**3.2** Tout le matériel requis doit être fourni par l'entrepreneur et être d'une qualité égale ou supérieure à celui du fabricant d'origine. Les procédures du formulaire DND 677 (procédure de changement de conception) s'appliquent dès qu'un écart est nécessaire. L'inspection et les réglages de toutes les tensions ou de tous les relâchements d'antennes, des câbles de hauban de pylônes et de structures de soutien doivent être exécutés conformément à la présente spécification, y compris ceux des antennes log-périodiques, nonobstant le réglage complexe de certaines antennes log-périodiques ou d'autres antennes.

**3.3** Les méthodes indiquées dans les dessins, les manuels d'entretien et les spécifications doivent être appliquées. Si les méthodes sont jugées inappropriées ou sont indisponibles, l'entrepreneur doit soumettre à l'approbation de l'autorité technique du MDN la ou les normes de rendement et de fiabilité qu'il compte appliquer, avant de commencer les travaux. Il doit également remettre des exemplaires à l'autorité de projet du MDN.

### **4.0 EXIGENCES DES ESSAIS**

#### **4.1 Vérification du ROS**

**4.1.1** À son arrivée sur le site et si les exigences opérationnelles du MDN le permettent, l'entrepreneur doit inspecter visuellement de tous les systèmes d'antennes indiqués dans le formulaire DND 626 et en vérifier le ROS, avant de commencer toute inspection, mise sous tension ou réparation. Seul l'AT peut annuler l'essai initial du ROS. Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur doit également effectuer des essais finaux du ROS sur tous les systèmes d'antenne. La vérification du ROS doit être effectuée à la hauteur du dispositif d'adaptation d'antenne et comprendre, en tant que premier tracé, un balayage du ROS dans la gamme de fréquences de l'antenne fermée par une charge précise de 50  $\Omega$ .

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

**4.1.2** En l'absence d'une alimentation c.a. locale près d'une descente d'antenne, l'entrepreneur doit fournir une unité d'alimentation auxiliaire ou établir une source d'alimentation appropriée, pour l'équipement de vérification du ROS.

**4.1.3** Le MDN ne fournira aucun équipement d'essai ou service d'un technicien pour la prise de mesures du ROS, sauf dans les cas prévus aux paragraphes 4.6 et 4.7.

**4.2** Avant d'inspecter les systèmes d'antenne, l'entrepreneur doit effectuer les vérifications ci-dessous liées au ROS des systèmes et des antennes, puis consigner les résultats obtenus :

- a. les antennes conçues pour un fonctionnement monofréquence doivent être mises à l'essai de leur fréquence centrale désignée (tolérance de  $\pm 10\%$ );
- b. les antennes conçues pour un fonctionnement en bande large doivent être balayées sur toute leur gamme et mises à l'essai à leurs fréquences inférieures, centrales et supérieures.
- c. dans le cas des antennes complexes, on prend pour acquis que le câble coaxial, le symétriseur et le coupleur font partie de l'antenne.

REMARQUE : La fréquence supérieure HF maximale est de 30 MHz.

**4.3** L'équipement d'essai électronique utilisé pour évaluer les paramètres du ROS des antennes HF doit afficher un balayage simultané normal dans la gamme de 2,0 à 30,0 MHz ou un affaiblissement des courants réfléchis aux fréquences précises de la gamme visée. L'affichage doit permettre de générer un enregistrement étalonné permanent sur disquette, par traceur de courbes ou par photographie. Le registre doit être linéaire et les marqueurs d'étalonnage doivent être à intervalles maximaux de 5 MHz.

**4.4** Après chaque inspection et avant de remettre une antenne en service le ROS doit être mesuré et consigné comme suit :

- a. balayez l'antenne dans sa gamme de fréquences (fréquence maximale de 30 MHz) à la hauteur des descentes d'antenne, y compris le dispositif d'adaptation de l'impédance, puis consignez les résultats;
- b. déconnectez le système d'alimentation de l'équipement et raccordez-le selon son impédance type (résistance non inductive de 50 ou de 75  $\Omega$ ), balayez le système d'alimentation pour déterminer le ROS, puis consignez les résultats.

REMARQUE : La ligne raccordée doit être balayée dans la gamme de fréquence la plus élevée possible, afin d'obtenir des données supplémentaires sur des discontinuités mineures dans la ligne.

**4.5** Le ROS de l'antenne ne doit être ni supérieur ni inférieur à la tolérance précisée au moment de l'installation de l'antenne, comme indiqué dans le formulaire DND 626. Il est évident

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

que tout équipement d'essai étalonné conçu pour mesurer un ROS dans la gamme de fréquences visée ne doit pas modifier considérablement celui-ci. Des erreurs surviennent lorsqu'on utilise un équipement d'essai mal étalonné ou des méthodes d'essai non éprouvées ou si on ne possède pas les habiletés nécessaires pour utiliser l'équipement. Une tolérance de  $\pm 5\%$  est permise.

**4.6** Avant d'inspecter une antenne émettrice LF, les vérifications ci-dessous doivent être effectuées et les résultats obtenus, consignés :

- a. les employés de la station doivent accorder le dispositif d'accord d'antenne, et l'entrepreneur doit consigner la valeur du ROS à partir de l'émetteur;
- b. une fois l'inspection terminée et avant de remettre l'antenne en service, le personnel de la station doit revérifier l'accord du dispositif et fournir le ROS des émetteurs et l'entrepreneur doit consigner les résultats obtenus;
- c. si des travaux majeurs ont été exécutés (changements d'isolateur de socle ou changement considérable des réglages initiaux), l'impédance du socle de l'antenne doit être mesurée et consignée de la même façon qu'au moment de l'acceptation initiale.

**4.7** Avant et après l'inspection d'une antenne réceptrice LF, il faut vérifier le bon fonctionnement des systèmes en surveillant la source LF.

### **5.0 ENTRETIEN DES ANTENNES**

- a. L'entrepreneur doit inspecter, régler et consigner les tensions initiales et finales.
- b. L'entrepreneur doit vérifier l'état de tous les isolateurs et consigner et signaler les défauts, afin que des mesures soient prises selon l'article 2 du présent contrat.
- c. L'entrepreneur doit vérifier l'état de tous les éléments et consigner les défauts.
- d. L'entrepreneur doit vérifier l'état des caténaires, des cordes de soutien, des pôles isolants et des condensateurs et consigner les défauts.
- e. L'entrepreneur doit vérifier l'état des pièces galvanisées, de tout autre matériel accessible à partir du sol, du pylône ou du poteau, puis consigner les résultats obtenus. Si un élément ou une antenne est détérioré au point de nécessiter un remplacement pour des raisons de sécurité ou à des fins opérationnelles immédiates, l'entrepreneur doit immédiatement le signaler et recommander un remplacement ou une révision.
- f. L'entrepreneur doit vérifier et modifier la forme de l'antenne (relâchement et tension, éléments en parallèle, etc.) selon son type et consigner les tensions initiales et finales.

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

- g. L'entrepreneur doit inspecter et régler toutes les connexions mécaniques et électriques accessibles.
- h. L'entrepreneur doit s'assurer que les tendeurs sont verrouillés et réglés adéquatement (environ 50 % du réglage total).
- i. L'entrepreneur doit inspecter et régler la descente d'antenne pour s'assurer que sa forme est appropriée.
- j. L'entrepreneur doit inspecter les coupleurs et les dispositifs terminaux. Il doit consigner ceux qui sont en mauvais état (connecteurs, joints, isolants et matériel connexe) et en indiquer le type, le fabricant, le numéro de pièce et toute autre information pertinente.
- k. L'entrepreneur doit inspecter toutes les cordes de manœuvre et le matériel connexe, y compris les moufles, les treuils et les contrepoids, et les lubrifier au besoin. Il doit vérifier et consigner la tension des cordes de manœuvre en présence de contrepoids.

### 6.0 PYLÔNES ET STRUCTURES DE SOUTIEN

- a. L'entrepreneur doit vérifier, régler et consigner les tensions initiales et finales des câbles de hauban.
- b. L'entrepreneur doit vérifier et régler l'aplomb des pylônes et des poteaux; il peut être nécessaire de creuser, de remplir et de comprimer le sol autour du socle du poteau.
- c. L'entrepreneur doit vérifier et consigner l'état de la peinture du pylône et du poteau.
- d. L'entrepreneur doit vérifier et consigner l'état des câbles de hauban et des isolants du socle.
- e. Tous les feux d'obstacle doivent être remplacés au cours de l'inspection, sauf si des remplacements récents sont indiqués dans le dossier du site. Les remplacements effectués doivent être conformes au *Règlement de l'aviation canadien*, aux spécifications de Transports Canada, et à l'autorisation de l'AT.
- f. L'entrepreneur doit vérifier l'état général du système électrique du pylône et consigner les défauts (boîtes de connexion, connexions, transformateurs d'isolement, parafoudres, lignes éliminatrices de parasites, etc.).
- g. L'entrepreneur doit vérifier l'état des pièces galvanisées, de tout autre matériel accessible à partir du sol, du pylône ou du poteau, à l'aide d'un tachéomètre ou de jumelles au besoin, puis consigner les résultats obtenus. Si l'état d'un élément ou

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

d'une structure de soutien est détérioré au point de nécessiter un remplacement immédiat pour des raisons de sécurité ou pour respecter exigences de rendement, l'entrepreneur doit immédiatement le signaler et recommander un remplacement ou une révision.

- h. L'entrepreneur doit inspecter les attaches préformées et consigner les défauts.
- i. L'entrepreneur doit s'assurer que les tendeurs sont verrouillés et réglés adéquatement.
- j. L'entrepreneur doit inspecter les poteaux, afin de déceler toute détérioration, et signaler tout défaut.
- k. L'entrepreneur doit mesurer et consigner la résistance du sol sous les haubans et le pylône.

### **7.0 SOCLESET FIXATIONS**

**7.1** L'entrepreneur doit vérifier la partie visible des socles et des fixations en béton et réparer toute fissure, dont celle du coulis sous les plaques de socles. Il doit signaler toute détérioration, afin que des mesures appropriées soient prises.

### **8.0 SYSTÈMES DE MISE À LA MASSE**

- a. L'entrepreneur doit inspecter, nettoyer et resserrer les connexions du pylône ou de l'antenne. Il doit effectuer toute réparation nécessaire au bon état des connexions mécaniques et électriques. Il doit prendre des mesures et consigner les résultats obtenus.
- b. L'entrepreneur doit vérifier et réparer toute connexion du réseau de terre radial qui est manifestement brisée, au moyen de méthodes approuvées (soudage, sertissage, soudage par aluminothermie, etc.). Il doit signaler toute détérioration, afin que des mesures appropriées soient prises.

### **9.0 SYSTÈMES D'ALIMENTATION (FIL NU)**

- a. L'entrepreneur doit vérifier et régler la tension des câbles de hauban.
- b. L'entrepreneur doit vérifier et régler l'aplomb des poteaux. Il peut être nécessaire de creuser, de remplir et de comprimer le sol autour du socle du poteau, ou d'y installer un caisson pour maintenir l'aplomb du poteau.
- c. L'entrepreneur doit vérifier et régler le relâchement ou la tension et consigner les résultats obtenus, conformément à l'appendice 4.
- d. L'entrepreneur doit inspecter et resserrer la traverse.

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

- e. L'entrepreneur doit inspecter et remplacer les isolateurs d'écartement et à montage vertical endommagés.
- f. L'entrepreneur doit vérifier visuellement les connexions mécaniques et les joints de montage des câbles, afin de déceler toute détérioration. Il doit effectuer des réparations au besoin et consigner celles-ci.
- g. L'entrepreneur doit inspecter toutes les pièces galvanisées et le matériel connexe au système d'alimentation, remplacer les éléments défectueux et consigner ceux-ci. Les remplacements du matériel du système d'alimentation comprennent les haubans utilisés sur les descentes et les lignes de poteaux.
- h. L'entrepreneur doit inspecter les poteaux, afin de déceler toute détérioration, et il doit signaler tout défaut.

### **10.0 LIGNES COAXIALES D'ALIMENTATION**

- a. L'entrepreneur doit chercher des indices de dommages structuraux ou de détérioration de la partie visible (au-dessus du sol) des lignes coaxiales d'alimentation. Il doit inspecter et réparer les connecteurs (joints et broches) et consigner tout autre défaut. Il doit également visuellement inspecter le joint externe et le remplacer après avoir effectué les essais applicables.
- b. L'entrepreneur doit s'assurer que la pression est maintenue sur le câble à diélectrique à air coaxial et consigner celle-ci au niveau du déshydrateur et du point de raccordement, là où les jauges à pression sont installées. Il doit comparer la ou les pressions durant une période de huit heures.
- c. L'entrepreneur doit vérifier et signaler l'état du déshydrateur ou de tout autre équipement qui en joue le rôle et consigner le nom du fabricant, le numéro du modèle, etc.

### **11.0 SYSTÈMES DE COMMANDE DES ANTENNES ET DE LEURS AMPLIFICATEURS**

- a. La vérification des systèmes de commande liés aux antennes paraboliques, aux antennes rotatives et aux antennes-fouets accordables ne vise que les panneaux d'interface électriques et la partie mécanique du système de commande. La commande électronique n'est pas à vérifier. L'inspection et les réparations mineures se limitent à tâter, à inspecter, à resserrer, à nettoyer, à aligner localement et manuellement des systèmes, à lubrifier, à remplacer et à consigner les résultats obtenus.

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

- b. L'inspection et les réparations mineures des amplificateurs de ligne doivent se limiter à tâter, à inspecter, à resserrer, à nettoyer, à aligner localement et manuellement des systèmes, à lubrifier et à consigner les résultats obtenus.

### 12.0 EXEMPLES D'EXIGENCES PARTICULIÈRES

**12.1** En plus des exigences susmentionnées, les vérifications supplémentaires ou supprimées ci-dessous sont requises selon le type d'antenne désigné :

a. Antenne AN/FRD – 10A

- 1) Les réparations et les révisions effectuées lors de l'inspection doivent être conformes à la partie 4, (entretien), de l'OCOM 35BA-15FRD10A-2, à l'exception des exigences supprimées suivantes :
  - a) 4.4.1c) soudage à l'aluminium;
  - b) 4.4.1e) remplacement des isolateurs de socle;
  - c) 4.4.3d) soudage nécessaire;
  - d) 4.5.1d) remplissage de fissures avec de la futée et traitement de poutres au pentachlorophénol;
  - e) 4.5.2e) remplacement du haubanage en fibre de verre;
  - f) 4.5.4e) soudage nécessaire;
  - g) 4.6.4) imperméabilisation de routine d'antennes;
  - h) 4.6.1b) ajustement de nouveaux amortisseurs de vibrations;
  - i) 4.7.1d) remplissage de fissures avec de la futée et traitement de poutres au pentachlorophénol;
  - j) 4.7.3e) soudage nécessaire.
- 2) L'entrepreneur doit inspecter le revêtement du tapis de mise à la masse, le périmètre du fossé et le système de drainage en général, afin de déceler la présence d'érosion et de blocage. Il doit consigner les résultats de l'inspection.

b. Système d'antenne HF multifaisceaux PVS1120A de Plessey

- 1) Les réparations, les révisions et les essais effectués lors de l'inspection doivent être conformes aux paragraphes 1 à 13 du chapitre 4 (entretien) des

## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

publications numéros 336 et 337 de l'ITFC C-61-108-A00/ME-000 en matière d'entretien.

REMARQUE : Mise à l'essai du ROS.

Les exigences liées aux mesures du ROS sont indiquées au paragraphe 4 de l'appendice 4. La présente spécification d'entretien n'a pas à être éprouvée pour les deux antennes susmentionnées, et les exigences suivantes doivent être remplacées :

- a) avant l'inspection, les employés de la station doivent vérifier le ROS de toutes les antennes et consigner tout défaut.
- b) une fois l'inspection terminée et avant de remettre l'antenne en service, le personnel de la station doit revérifier le ROS des antennes et consigner les résultats obtenus.
- c. Antennes log-périodiques rotatives
  - 1) L'antenne LPH-89E/J doit être abaissée et inspectée conformément à l'ITFC C-63-249-000/MS-000.
  - 2) L'antenne 1730-24K d'Andrew doit être abaissée et inspectée conformément à l'ITFC C-63-210-000/ME-000.
  - 3) L'antenne 2731 d'Andrew doit être abaissée et inspectée conformément à l'ITFC C-63222-000/MB-000.
  - 4) L'antenne MAS-1 doit être abaissée et inspectée conformément à l'ITFC C-63-313-000/MS-000.

### 13.0 SPÉCIFICATIONS APPLICABLES ET DOCUMENTS CONNEXES

- a. ITFC C-63-189-000/ML-000 — Preventive Maintenance of ground telecommunications antenna systems (Entretien préventif de systèmes d'antenne de télécommunications au sol).
- b. Recommandations du ministère des Transports quant au balisage lumineux des obstacles.
- c. Normes C22-1 et supplément R du Code canadien de l'électricité de la CSA.
- d. Norme A23-1 de la CSA touchant les matériaux et la construction.
- e. C-63-020-001/MF-000 — NDHQ Antenna Farms Inspection and Maintenance Manuel (manuel d'entretien et d'inspection de parcs d'antennes du QGDN).



## APPENDICE 4 de L'ANNEXE A du W8484-116591

- f. Spécifications et dessins indiqués dans le formulaire DND 626 et applicables à chaque tâche.
- g. La tension ne doit pas excéder 50 % de la résistance à la rupture du câble en présence de vents de 90 mi/h et de glace d'un rayon d'un demi-pouce ou de vents de 100 mi/h, sans glace, à 0 °F.
- h. C-56-010-004/TP-002 — Outside Plant Maintenance (entretien des installations extérieures).
- i. C-63-060-000/MF-001 — Antenna Maintenance Information Booklet (brochure informative sur l'entretien des antennes).

### **14.0 SYSTÈMES D'ANTENNE ET EMBLEMENTS**

Voir l'appendice 2 de l'annexe A.

## **SPÉCIFICATIONS ET DOCUMENTS D'ENTRETIEN APPLICABLES**

1. **Documents.** Les documents ci-dessous, qui datent de l'appel d'offres ou de la demande de soumissions, constituent une partie de l'ET dans la mesure spécifiée dans le présent document. L'entrepreneur peut obtenir des exemplaires de spécifications, de normes, de manuels, de dessins et de publications connexes à des fonctions de R&R particulières auprès du service des marchés ou comme indiqué par l'agent de négociation des marchés.

2. **Priorités des documents.** En cas de conflit entre le contrat, le présent ET et les documents de référence, la priorité ci-dessous s'applique :

- a. le contrat et ses annexes ont priorité sur toute spécification ou tout document de référence;
- b. le présent ET a priorité sur tout document de référence;
- c. les documents D-02-002-002/SG-000 et D-02-002-003/SG-000 ont priorité sur tout document de référence, car ils constituent la base du présent ET; toute modification d'une partie de la spécification ou toute exception à celle-ci doit être soumise à l'approbation écrite de l'AT.

ITFC ET DESSINS	REMARQUES
OCOM 35BA-15FRD10A-2 Dessin n° 409898 Dessin n° 409899	Gander, feuilles 1 à 16. Masset, feuilles 1 à 15.
C-56-010-004/TP-002	Entretien et fabrication d'une ligne de poteaux.
C-63-103-000/ME-000	Mâts Millard AB5015, AB5016 et AB5017.
C-63-104-000/ME-000	Mâts Millard AB5018 et AB5019.
C-63-105-000/ME-000	Mâts AL60P.
C-63-118-000/ME-000	Antennes log-périodiques 1507.
C-63-125-000/ME-000	Antennes log-périodiques verticales 747V du modèle 50.
C-63-129-000/ME-000	Antennes log-périodiques 237C-1, 237C-2 et 237D-1A.
C-63-132-000/ME-000	Antennes log-périodiques 726-2 NOTA : Dessins fournis, conformément à la DDL C66F26139-3.
C-63-133-000/ME-000	Modèle 747 CB.

ITFC ET DESSINS	REMARQUES
C-63-172-000/ME-000	Antennes log-périodiques 780-3K de Horz.
C-63-174-000/ME-000	Trousse d'antenne rhombique.
C-63-175-000/MJ-000	Manuel du système de la SFC Aldergrove.
C-63-189-000/ML-000	Manuel des pièces du système d'antenne de télécommunication au sol.
C-63-190-000/ME-000	Manuel du système de la SFC Mill Cove.
C-63-191-000/MJ-000	Antenne AS-5088/FRC et coupleur CU-5091/FRC.
C-63-193-000/MJ-000	Guide d'entretien et dessins de la série 1794 .
C-63-198-000/ME-000	Manuel d'instruction de l'alarme TCI-613-1.
C-63-203-000/MB-000	Mod. 530-4-N et dessins.
C-63-204-000/ME-000	Antennes verticales VRA-5, VRA-6 et VRA-7.
C-63-210-000/ME-000	Manuel technique — 1730-24K.
C-63-210-001/ME-000	Manuel technique — 1730-17K (ALPR).
C-63-222-000/MB-000	Manuel technique — 2731 (ALPR).
C-63-227-000/MS-000	Manuel technique — SPR2301 (antennes log-périodiques en spirale).
C-63-228-000/ME-000	Manuel technique — OE-5014/FRT.
C-63-230-000/MS-000	Manuel technique — 630-4-03LR.
C-63-234-000/MS-000	Manuel technique — 2001 (série d'antennes log-périodiques).
C-63-249-000/MS-000	Manuel technique — LPH-89E/J (ALPR).
C-63-267-000/MS-000	Manuel technique de la résistance de charge d'antennes Delta.
C-63-268-000/MS-000	Manuel technique du transformateur de dispositif

ITFC ET DESSINS	REMARQUES
	d'adaptation d'antenne Delta.
C-63-282-000/MS-000	Installation, entretien et liste de pièces d'antennes orientables Beverage.
C-63-288-000/MS-000	Manuel de poche d'antennes LF verticales de 149,2 m (pylônes de la série 42SR) Antennes utilisées avec des émetteurs à fréquence kilométrique de 137 kHz et de 25 kW.
C-63-289-000/MS-000	Manuel technique des antennes HF en spirale SPQ230/SS.
C-63-291-000/MS-001	Manuel technique des antennes HF en spirale SPQ 230-43/1.
C-63-293-000/MS-001	Manuel d'instruction de TCI — modèle SSO pour pylône unique.
C-63-294-000/MS-001	Manuel technique des antennes HF en spirale SPQ 330-A.
C-63-297-000/ME-001	Antennes courantes Beverage.
C-63-298-000/ME-001	Manuel de l'opérateur pour antennes doublets HF à large bande — modèle 3065 de Granger.
C-63-300-000/MS-001	Antennes transportables 747 CD de Granger.
C-63-317-000/MS-001	Pylônes autoporteurs Maxtower de 60 pi et de 100 pi.
C-63-313-000/MS-001	Antennes MAS-1.
C-63-314-000/MS-001	Antennes MPS-10M/2A.
C-63-315-000/MS-001	Antennes TA-103.
Dessins conformes au DDL 821577	Disposition des sites d'antennes des Forces canadiennes.
Dessins conformes au DDL C68F250064-1	Antennes doubles HF en bande large.
dessin 50471 de l'ARC	Fixations pour la roche et la terre courantes.
dessin 50472 de l'ARC	Méthodes courantes d'installation de poteaux et de socles de mât.

APPENDICE 5 de L'ANNEXE A du W8484-116591

ITFC ET DESSINS	REMARQUES
dessin 05-001-00 de l'ARC	Antenne doublet trifilaire
dessin C64F25651 de l'ARC	Antenne doublet repliée trifilaire

## APPENDICE 6 de L'ANNEXE A du W8484-116591

### SIGLES

ACM	Avis de changement du matériel
A/F	Parc d'antennes
AP	Autoporteur
AQ	Assurance de la qualité
AT	Autorité technique
ATS	Attribution de tâches supplémentaires
BFC	Base des Forces canadiennes
Dét MR	Détachement mobile de réparation
DP	Demande de propositions
EFG	Équipement fourni par le gouvernement
ES	Enquêtes spéciales
ESET	Enquêtes spéciales et études techniques
ET	Énoncé des travaux
FC	Forces canadiennes
FEO	Fabricant d'équipement d'origine
HF	Onde décadrétrique
IPO	Instructions permanentes d'opérations
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITFC	Instruction technique des Forces canadiennes
LF	Onde kilométrique
MDN	Ministère de la Défense nationale
ME	Matériel de l'entrepreneur
MF	Fréquence hectométrique
MFG	Matériel fourni par le gouvernement
NNO	Numéro de nomenclature de l'OTAN
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PEPL	Polygone d'évaluation de Primrose Lake
QGDN	Quartier général de la Défense nationale
R&R	Réparations et révisions
RENS	Rapport d'état non satisfaisant
ROS	Rapport d'ondes stationnaires
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p><b>1. EXPÉRIENCE DE L'ENTREPRENEUR</b></p> <p>a. Le soumissionnaire doit remettre une description de son entreprise. Celle-ci doit comprendre 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• président ou PDG;</li> <li>• groupe du génie (génie structural, électrique et mécanique);</li> <li>• groupe des télécommunications et groupe des opérations sur le terrain;</li> <li>• expérience en HF, MF et LF;</li> <li>• chef de service (division des projets);</li> <li>• assurance de la qualité et inspection;</li> <li>• contrôleur;</li> <li>• gestionnaire – Installations de R&amp;R;</li> <li>• gestionnaire – Opérations sur le terrain;</li> <li>• gestionnaire – Logistique;</li> <li>• gestionnaire – Équipement (véhicules et équipement d'essai);</li> <li>• personnel disponible (employés ou sous-traitants);</li> <li>• bureaux régionaux (pancanadiens ou centralisés);</li> <li>• étalonnage d'équipement d'essai;</li> <li>• étalonnage à l'interne de l'équipement;</li> <li>• formation interne.</li> <li>•</li> </ul>		
<p>b. Le soumissionnaire doit remettre un organigramme des postes permanents de l'entreprise (postes qui n'ont pas été créés uniquement aux fins de la présente DP).</p>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p>c. Le soumissionnaire doit démontrer, avant la clôture des soumissions, que son système de gestion de la qualité est certifié ISO 9001:2008 (ou mieux) en fournissant un exemplaire du certificat signé.</p>		
<p>d. Expérience de R&amp;R en systèmes d'antennes, et projets antérieurs.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre un texte descriptif au sujet de son profil d'entreprise. Le texte doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) montrer que le soumissionnaire a géré au moins un contrat de réparation d'antennes (de 500 000 \$ ou plus) au cours des trois dernières années;</li> <li>ii) montrer que le soumissionnaire possède de l'expérience en entretien de systèmes d'antenne HF-LF semblables. Il doit également montrer qu'il possède de l'expérience en entretien de systèmes hertziens, de radiodiffusion ou de communication par satellite;</li> <li>iii) montrer que le soumissionnaire possède de l'expérience en réparations et en révisions d'urgence de systèmes d'antenne HF-LF à puissance élevée semblables, ainsi qu'en réparation et en révision d'urgence de systèmes <b>hertziens</b>, de <b>radiodiffusion</b> et de communication par satellite.</li> </ul> <p>Le soumissionnaire doit également remettre un résumé du ou des contrats pertinents démontrant son expérience. Le résumé doit notamment porter sur la durée du ou des contrats, la valeur pécuniaire et la nature des travaux sur le type de systèmes d'antenne concerné sur la résolution d'au moins deux situations d'urgences et le ou les clients.</p>		



Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<b>2. PERSONNEL DE DÉT MR DE L'ENTREPRENEUR</b>		
<p>a. Le soumissionnaire doit remettre un organigramme de l'équipe ou des équipes de service sur le terrain, qui indique le chef d'équipe et ses subordonnés, y compris leur corps de métier (monteurs, techniciens et électriciens).</p> <p>b. Le chef d'équipe doit posséder au moins six (6) années d'expérience (au cours des huit dernières années), dont les trois (3) dernières en tant que chef de service en entretien, en réparation et en installation de systèmes d'antenne semblables du domaine hertzien, de radiodiffusion et de LF, MF et HF.</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre le CV du chef d'équipe, afin de démontrer son expérience.</p> <p><b>e. c)</b> Le soumissionnaire doit remettre une description détaillée de l'équipe d'équipe sur le terrain. La description doit comprendre 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• équipe formée de monteurs et de techniciens;</li> <li>• justification de la taille de l'équipe;</li> <li>• explication de la composition de l'équipe (habiletés);</li> <li>• disponibilité de personnel supplémentaire, au besoin;</li> <li>• explication des interactions au sein de l'équipe (quantification de la composition de l'équipe);</li> <li>• renseignements supplémentaires expliquant l'efficacité de l'équipe;</li> <li>• nombre d'équipes disponibles immédiatement;</li> <li>• équipes régionales;</li> <li>• délai d'intervention : communication des avis au site et</li> </ul>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p>urgences;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• personnes de métier qui effectueront les essais initiaux et finaux, et leurs compétences à ce chapitre;</li> <li>• employées disponibles immédiatement ou par sous-traitance;</li> <li>• chef de service toujours sur place ou non;</li> <li>• toute innovation (communications entre les sites lors de montages en hauteur).</li> </ul>		
<p>d. Le technicien en électronique doit avoir un diplôme d'un établissement d'enseignement reconnu et 5 ans d'expérience liés aux tests électroniques. Spécifiquement, le technicien en électronique doit avoir 4 ans d'expérience au cours des 8 dernières années sur les systèmes d'antennes de la gamme LF et HF, les micro-ondes, les satellites et les champs de diffusion.</p> <p>Pour démontrer leur conformité, le soumissionnaire doit fournir une copie du diplôme et du curriculum vitae du technicien en électronique</p>		
<p><b>3. PROCÉDURES ET POLITIQUES DE SOUTIEN DU CONTRAT DU DÉT MR</b></p> <p>a. Processus et organisation de gestion de projets</p> <p>Le soumissionnaire doit remettre un exemple de son processus de gestion de projets, qui montre comment un projet est géré à partir de la demande d'autorisation d'une tâche jusqu'à la facture finale. Le processus doit montrer comment le soumissionnaire assurera la conclusion de la tâche en contrôlant les coûts.</p>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p>b. Le soumissionnaire doit remettre un exemplaire de sa liste de vérification relativement à la mise à l'essai et à l'inspection des antennes.</p> <p>Les listes de vérification détaillées (individuelles) d'antennes HF-LF semblables doivent comprendre 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) système de mise à la masse;</li> <li>ii) haubans;</li> <li>iii) fixation(s) et socle(s);</li> <li>iv) ligne(s) de transmission;</li> <li>v) ligne(s) de commande;</li> <li>vi) équipement de protection contre la foudre;</li> <li>vii) trousse d'éclairage.</li> </ul> <p>Les listes doivent également comprendre au moins 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) ROS;</li> <li>ii) TDR;</li> <li>iii) tensions des haubans;</li> <li>iv) couples;</li> <li>v) températures;</li> <li>vi) conditions environnementales.</li> </ul> <p>Les listes doivent également comprendre des informations sur les outils et l'équipement d'essai nécessaires à l'exécution de la tâche.</p>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p>c. Le soumissionnaire doit remettre un exemplaire des dossiers de réparations et de révisions exécutées récemment (au cours des trois dernières années) sur un système d'antenne semblable du domaine hertzien, de radiodiffusion et de LF, MF et HF. Les dossiers doivent comprendre au moins 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) feuilles de temps quotidiennes (nombre d'employés et heures travaillées);</li> <li>ii) matériel utilisé (et coûts correspondants);</li> <li>iii) véhicules ou équipement spécial utilisé (et coûts correspondants);</li> <li>iv) numéro du projet, emplacement des travaux et date;</li> <li>v) description des travaux exécutés;</li> <li>vi) signature du contremaître pour l'inspection et le contrôle de la qualité.</li> <li>vii) <b>records control</b></li> </ul>		
<p>d. Le soumissionnaire doit remettre l'exemplaire d'un rapport final, comme indiqué au paragraphe 3.7 du présent ET, qui porte sur des réparations et des révisions exécutées sur un système d'antenne semblable du MDN du domaine hertzien, de radiodiffusion et de LF, MF et HF. Le rapport doit comprendre au moins 80 % des renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) introduction;</li> <li>ii) résumé de l'état de chaque antenne;</li> <li>iii) photographies de chaque antenne;</li> <li>iv) renseignements généraux sur chaque antenne;</li> <li>v) équipement d'essai utilisé pour chaque antenne;</li> <li>vi) résultats des essais de chaque antenne;</li> </ul>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<ul style="list-style-type: none"> <li>vii) inspections de chaque antenne;</li> <li>viii) résultats d'inspection de chaque antenne;</li> <li>ix) matériel utilisé pour chaque antenne;</li> <li>x) recommandations et exigences matérielles pour les travaux à venir.</li> </ul>		
<b>4. INSTALLATIONS DE R&amp;R</b>		
<p>a. Le soumissionnaire doit pouvoir effectuer des réparations et des révisions à l'interne.</p> <p>Il doit remettre une description détaillée de ses installations de R&amp;R, afin de démontrer leur conformité. La description doit comprendre les dimensions des installations et des photographies de l'intérieur de celles-ci. De plus, le soumissionnaire doit décrire sa capacité interne de concevoir et de fabriquer des prototypes et de produire, reproduire et tenir compte de documents rattachés à des modifications approuvées. Le soumissionnaire doit remettre deux exemples de travaux de conception et deux exemples de sa capacité d'impression.</p>		
<p><b>b. Équipement d'essai</b></p> <p>Le soumissionnaire doit remettre une liste détaillée (par numéro de modèle) de l'équipement d'essai universel dont il dispose actuellement et qui est utilisé sur un site. La liste doit comprendre au moins les appareils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) wattmètre RF;</li> <li>ii) analyseur d'ondes RF;</li> <li>iii) mégohmmètres;</li> <li>iv) multimètre;</li> </ul>		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<ul style="list-style-type: none"> <li>v) affaiblisseurs d'adaptation;</li> <li>vi) générateur de signaux;</li> <li>vii) tensiomètre.</li> </ul> <p>Le soumissionnaire doit également remettre une description démontrant que la ou les équipes connaissent bien l'équipement, et que ce dernier ne sera utilisé que par du personnel qualifié.</p>		
<p><b>c. Source et disponibilité du matériel de ligne de poteaux et des trusses de montage courants.</b></p> <p>Le soumissionnaire doit remettre un plan descriptif montrant ce que signifie, selon lui, « matériel de ligne de poteaux » et « trusses de montage » (outils et équipement de pylône). Dans ce plan, le soumissionnaire doit au moins expliquer comment il prévoit maintenir un inventaire interne de matériel de ligne de poteaux courant et remplacer les pièces qui ne sont plus disponibles par des pièces originales ou concevoir et fabriquer des pièces de remplacement supérieures à celles d'origine.</p>		
<p><b>d. Équipement et programme de sécurité</b></p> <p>Le soumissionnaire doit disposer d'un programme de formation en sécurité qui met l'accent sur les normes S37-10 et Z259 de la CSA (ou plus récentes) du point de vue d'un inspecteur de pylône et d'un monteur. Le soumissionnaire doit remettre un exemplaire de son dossier de sécurité, dans lequel il décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) sa politique de sécurité;</li> <li>ii) son équipement de protection minimal;</li> <li>iii) comment il actualise l'inventaire de l'état de l'équipement;</li> </ul>		

<b>Critères d'évaluation technique obligatoires</b>		
iv) comment il actualise son programme de sécurité.		
<b>e. Pratiques environnementales</b>		
<p>Le soumissionnaire doit donner de la formation à ses équipes de Dét MR pour les sensibiliser à l'environnement. Il doit démontrer sa conformité de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) il doit décrire comment la formation traite des exigences environnementales;</li> <li>ii) il doit décrire comment la formation aide les employés à déterminer les exigences;</li> <li>iii) il doit décrire comment il s'assure que les employés respectent les exigences;</li> <li>iv) il doit décrire comment il se conforme aux normes actuelles provinciales ou régionales.</li> </ul>		
<b>5. SOUTIEN TECHNIQUE</b>		
a. Le soumissionnaire doit pouvoir concevoir et fabriquer des pièces uniques à l'interne. Il doit remettre une description de son soutien technique et les CV d'au moins un ingénieur en mécanique et d'un ingénieur en électricité des membres de son personnel.		
b. Le soumissionnaire doit pouvoir offrir un soutien technique sur place. Il doit démontrer sa conformité en attestant que le personnel interne est disposé à se déplacer.		

Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p><b>c. Réparations d'urgence</b></p> <p>Le soumissionnaire doit pouvoir exécuter des réparations d'urgence en temps opportun. Il doit décrire comment il satisfait à l'exigence de l'appendice 1, selon laquelle son temps de réponse pour se rendre sur n'importe quel site doit être d'au plus 48 heures.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) disponibilité des outils (régionale);</li> <li>ii) disponibilité des véhicules (régionale);</li> <li>iii) disponibilité des équipes (régionale);</li> <li>iv) attestation que l'entrepreneur peut satisfaire à l'exigence de l'appendice 1, selon laquelle son temps de réponse pour se rendre sur n'importe quel site doit être d'au plus 48 heures;</li> <li>v) résumé d'une expérience passée;</li> <li>vi) disponibilité du matériel (régionale);</li> <li>vii) inventaire interne utilisable en cas d'urgence.</li> </ul>		
<p><b>d. Réparations et révisions sur place</b></p> <p>Le soumissionnaire doit pouvoir exécuter des réparations et des révisions sur place. Il doit démontrer sa conformité en attestant que des employés, des outils et des véhicules seront disponibles, au besoin.</p>		
<p><b>Training, instructional support:</b></p> <p>The bidder must have the ability, the instructor(s) and the lesson plans and training aids required to demonstrate an ability to instruct fall protection, and rigging of structures similar to common DND antennas</p>		



Critères d'évaluation technique obligatoires	Conforme/non conforme	Commentaires et renvois
<p>To demonstrate compliance bidder must provide instructors name and resume along with lesson plan and training aids for teaching fall protection and rigging of antenna(s) similar to those in appendix 2</p> <p>The bidder must have the ability to instruct DND on Low Frequency antenna, antenna tuning unit (ATU) functionality and initial setup. To demonstrate compliance the bidder must provide a description of how they would initially set up an LF ATU and why the contractor chose that process</p> <p>The bidder must have the ability to instruct DND on HF frequency antennas, matching units and baluns.</p> <p>To demonstrate compliance the bidder must explain the reason for baluns and matching units and how to test for serviceability</p> <p>The bidder must have the ability to instruct DND on Antenna and Satellite control systems.</p> <p>To demonstrate compliance the bidder must give an explanation of the antenna control systems for an HF Rotatable Log Periodic and a typical Satellite Antenna ( Dish) control system</p>		

ANNEXE C LISTE DE PRIX

Remarque : Afin que leur offre soit jugée conforme, les soumissionnaires doivent fournir un prix pour chaque article qui

Article 1 COÛTS DES SERVICES DE RÉPARATION ET DE RÉVISION À L'USINE DE L'ENTREPRENEUR

Pour les réparations préautorisées à l'usine – aux taux horaires fermes indiqués ci-dessous :

Article	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre)	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
001-001	Contremaître							
001-002	Technicien – assurance de la qualité							
001-001	Technicien en électronique							
001-001	Spécialiste du contrôle de la qualité							
001-001	Gréeur							
Taux moyen = colonne du total / 5								
001-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 1000 heures (À indiquer à la page 7)							

Article 2 COÛTS DE MAIN-D'ŒUVRE DES RECHERCHES ET DES APPUIS TECHNIQUES (TIES)

Lorsqu'ils sont préautorisés – pour des recherches et des appuis techniques – aux taux horaires fermes indiqués ci-dessous.

Article	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre)	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
002-001	Ingénieur							
002-002	Technicien							
002-003	Dessinateur							
002-004	Gréeur							
002-005	Transcripteur – tâches administratives							
002-006	Inspecteur du contrôle de la qualité							
002-007	Technicien – contremaître							
Taux moyen = colonne du total / 7								
002-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 500 heures (À indiquer à la page 7)							

Article 3 COÛTS DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ÉQUIPE MOBILE DE RÉPARATION DURANT LES HEURES NORMALES DE TRAVAIL

Lorsqu'ils sont préautorisés – pour les équipes mobiles de réparation (voir les paragraphes 3.3.1 et 3.2 de l'Énoncé des travaux ) durant les heures normales de travail (où les heures

Article	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre)	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
003-001	Superviseur							
003-002	Gréeur							
003-003	Gréeur/technicien en électronique							
003-004	Spécialiste du contrôle de la qualité							
Taux moyen = colonne du total / 4								
003-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 5000 heures (À indiquer à la page 7)							

Article 4 COÛTS DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'ÉQUIPE MOBILE DE RÉPARATION EN DEHORS DES HEURES NORMALES DE TRAVAIL

Lorsqu'ils sont préautorisés – pour les équipes mobiles de réparation (voir les paragraphes 3.3.1 et 3.2 de l'Énoncé des travaux) durant les heures normales de travail, aux taux horaires

Article 4	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre)	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
004-001	Superviseur							
004-002	Gréeur							

[illegible]

Article 5	<b>ÉQUIPE MOBILE DE RÉPARATION, COÛTS DE MAIN-D'ŒUVRE POUR LES RETARDS</b>
-----------	--

Lorsqu'ils sont préautorisés – l'équipe mobile de réparation doit être payée au taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les retards causés par des facteurs sur lesquels l'entrepreneur

Article	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre)	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
005-001	Superviseur							
005-002	Gréeur							
005-003	Gréeur/technicien en électronique							
005-004	Spécialiste du contrôle de la qualité							
	Taux moyen = colonne du total /4							
005-TOT	Prix évalué = Taux moyen X 300heures (À indiquer à la page 7)							

Article 6	<b>FRAIS DE DÉPLACEMENT</b>
-----------	-----------------------------

Lorsqu'ils sont préautorisés – pour les déplacements au cours des heures normales de travail (où les heures normales de travail correspondent à 10 h par jour, 6 jours par semaine) aux

Article	DESCRIPTION (catégories de main d'oeuvre) coût/heure	Année 1	Année 2	Année 3	Année d'option 1	Année d'option 2	Année d'option 3	Année d'option 4
006-001	Superviseur							
006-002	Gréleur							
006-003	Gréleur/technicien en électronique							
006-004	Spécialiste du contrôle de la qualité							
	<b>Total (a)</b>							

[illegible]





# ANNEXE D



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

OCT 18 2016

Contract Number / Numéro du contrat <b>W8484-178689</b>
Security Classification / Classification de sécurité <b>UNCLAS</b>

## SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

### LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

#### PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine <b>Adm Im</b>	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction <b>DJSCS-3</b>
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant

4. Brief Description of Work / Brève description du travail <b>Strategic Antenna R&amp;D National Communications Infrastructure</b>
--

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
--	--

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
--	--

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis
---

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
--	--

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes
---	--

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes
---	--

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès
Canada <input type="checkbox"/> NATO / OTAN <input type="checkbox"/> Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:

7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLAS

Canada





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8484-178689

Security Classification / Classification de sécurité

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?

Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis



RELIABILITY STATUS  
COTE DE FIABILITÉ



CONFIDENTIAL  
CONFIDENTIEL



SECRET  
SECRET



TOP SECRET  
TRÈS SECRET



TOP SECRET - SIGINT  
TRÈS SECRET - SIGINT



NATO CONFIDENTIAL  
NATO CONFIDENTIEL



NATO SECRET  
NATO SECRET



COSMIC TOP SECRET  
COSMIC TRÈS SECRET



SITE ACCESS  
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments:

Commentaires spéciaux : Electronics Technologist will require level 11

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?

Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

☐ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?

Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?

Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?

Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?

Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?

Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité

Canada





Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8484-178689

Security Classification / Classification de sécurité

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W8484-178689

Security Classification / Classification de sécurité

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Greene Martin I	DJSCS 3-5-2-2	<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
		<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

15. Are there additional instructions (e.g., Security Guide, Security Classification Guide) attached?  
Des instructions supplémentaires (p.ex., Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No  
Non

☒ Yes  
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature
Anna Kulycka		<i>[Signature]</i>
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel
		Date

Tel/Tel - 613-957-1258 / Fax/telec - 613-954-4171





Task Authorization		Autorisation de tâches	
ALL INVOICES/PROGRESS CLAIMS MUST SHOW THE REFERENCE CONTRACT AND TASK NUMBERS  TOUTES LES FACTURES DOIVENT INDIQUER LES NUMÉROS DU CONTRAT ET DE LA TÂCHE		Contract No. No du contrat  Task No. No de la tâche	
Amendment No. - No de la modification 00:00:00	Increase/Decrease - Augmentation/Réduction	Previous Value/Valeur précédente	
To: - A:	<b>TO THE CONTRACTOR</b> You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task.  Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoice/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.  <b>À L'ENTREPRENEUR</b> Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande.  Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.		
DELIVERY LOCATION - EXPÉDIF7 À			
DELIVERY/COMPLETION DATE DATE DE LIVRAISON/D'ACHÈVEMENT Y/A M D/J	Date _____ for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale		
Contract Item No. No d'article du contrat	Services		Cost/Prix
	<b>REQUIREMENT/BESOIN</b> Reason for order		
<b>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS:</b> The Contract Authority signature is required when the total value of the DND626 exceeds the threshold specified in the contract. <b>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC :</b> La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale de la DND626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.  _____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux			

# ANNEXE F

[illegible]